

# Etude sur l'appui psychosocial des populations fuyant les conflits en Syrie et réfugiées dans les pays limitrophes



Mai 2016

Emily Jacquard • Frédéric Meunier  
Aya Mhanna • Florent Milesi

Fondation  
de  
France



Cette étude a été réalisée pour le compte de la Fondation de France par Le Group'-Consultants mutualisés Experts du Secteur Solidaire, avec :

- Frédéric MEUNIER et Florent MILESI en coordination, pour les entretiens des acteurs à distance et la rédaction.
- Emily JACQUARD et Aya MHANNA, pour les visites terrain, les entretiens des acteurs et les contributions à la rédaction.
- Photographie de couverture, mise en page et graphisme : Sylvia SOMMELLA.

---

Cette étude relève de la seule responsabilité de ses auteurs  
et ne peut en aucun cas être considérée  
comme reflétant la position de la Fondation de France.

---

[www.legroup-ess.org](http://www.legroup-ess.org)



# Sommaire

1. Synthèse des recommandations	5
1.1. Zones géographiques	5
1.2. Approches	5
1.3. Publics cibles	5
2. Cadre de l'étude, protocole et limites	6
2.1. Protocole de l'étude	6
2.2. Limites de l'étude	6
3. Eléments de contexte et de compréhension	7
3.1. Point sur l'état des connaissances sur le thème de l'appui psychosocial dans le cadre de programmes de solidarité internationale sur la zone	7
4. Eléments de contexte sur la situation des réfugiés syriens dans les pays limitrophes	13
4.1. Principales données chiffrées et répartition dans les camps/en dehors des camps	13
4.2. Besoins, notamment en termes d'appui psychosocial	15
4.3. Contexte légal : droit de séjour dans le pays, droit de travailler, etc.	17
4.4. Moyens de subsistance	18
4.5. Perspectives d'évolution du contexte et de la situation des réfugiés à court et moyen terme	19
5. Identification des acteurs et des bonnes pratiques	20
5.1. Identification non exhaustive des acteurs de l'appui psychosocial au Liban, en Jordanie et en Turquie	20
5.2. Identification non exhaustive des bailleurs et mécanismes de financement de l'appui psychosocial en faveur des personnes réfugiées au Liban, en Jordanie et en Turquie	23
5.3. Présentation d'approches innovantes et de projets de qualité dans le domaine de l'appui psychosocial. Sélection de bonnes pratiques	24
6. Eléments de réflexion et recommandations pour le futur programme	27
6.1. Zones géographiques	27
6.2. Sous-thématiques	27
6.3. Approches	28
6.4. Publics cibles	29
6.5. Acteurs à soutenir et justifications	29
6.6. Positionnements	31



# Sigles et acronymes

<b>AFAD</b>	Direction de la gestion des catastrophes et des urgences (Turquie)
<b>ANND</b>	Arab NGO Network for Development
<b>ARDD-Legal Aid</b>	Arab Renaissance for Democracy & Development
<b>CDS</b>	Centres de Développement Sociaux
<b>DEVCO</b>	Direction Générale du Développement et de la Coopération de l'Union européenne
<b>DRC</b>	Danish Refugee Council
<b>ECHO</b>	Office de l'Aide Humanitaire et de la Protection Civile de l'Union européenne
<b>IMC</b>	International Medical Corps
<b>IRC</b>	International Rescue Committee
<b>JORD</b>	Jody Organisation for Relief and Development
<b>LGBTI</b>	Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender or Intersex
<b>MHPSS</b>	Mental Health and Psychosocial Support
<b>MoPIC</b>	Ministry of Planning and International Cooperation (Jordanie)
<b>MoSA</b>	Ministry of Social Affairs (Liban)
<b>MSF</b>	Médecins sans Frontières
<b>NRC</b>	Norwegian Refugee Council
<b>RET</b>	Foundation for the Refugee Education Trust
<b>SFCG</b>	Search for Common Ground
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UNDP</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>UNHCR</b>	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
<b>UNOCHA</b>	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies
<b>UNWOMEN</b>	Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
<b>UOSSM</b>	Union des Organisations Syriennes de Secours Médicaux

# 1

## Synthèse des recommandations

### 1.1. Zones géographiques

Les zones analysées ont toutes des besoins et des enjeux différents qui devront être intégrés dans les futurs choix de financement si un déterminant géographique devait être retenu.

- Le Liban jouit d'un fort dynamisme local mais subit la plus forte pression migratoire. De nombreuses carences y subsistent.
- Le Kurdistan irakien est en transition et devrait voir de nouveaux mouvements de populations internes et transfrontaliers. Les autorités ont une approche inclusive.
- La prise en charge psychosociale est cohérente en Jordanie, bien qu'il manque d'approches innovantes et d'indépendance.
- La Turquie va bénéficier d'une aide massive de l'Union européenne dans le cadre d'un plan visant à stabiliser les réfugiés sur son sol. De nombreux acteurs syriens y développent des initiatives intéressantes.

### 1.2. Approches

- 1- **Reconstruire les vies et renforcer la résilience** : inscrire le soutien psychosocial dans des initiatives plus larges qui redonnent une perspective et un espoir aux populations. Les activités financées devraient être intégrées ou en lien fort avec des activités d'insertion socio-économique génératrices de revenus et en lien avec les services de l'Etat. Elles ne seront pas nécessairement réservées aux populations réfugiées et devront intégrer de manière équitable les communautés hôtes vulnérables.
- 2- **Soutenir prioritairement les ONG syriennes** : d'une grande efficacité, présentant des initiatives innovantes et adaptées au contexte socioculturel, une garantie de continuité de services et une adaptation rapide aux évolutions, les ONG syriennes sont les acteurs vers lesquels les financements pourraient être dirigés.
- 3- **Renforcer la qualité des activités et en augmenter les impacts** : soutenir la professionnalisation des acteurs locaux par des formations, afin d'améliorer les stratégies et la gestion des projets et renforcer la qualité des activités en poursuivant des changements mesurables et pérennes.
- 4- **Augmenter la pérennité des soutiens** : garantir aux partenaires un soutien inscrit dans la durée, sur un engagement pluriannuel, afin de réduire la précarité financière des organisations syriennes et de favoriser la nécessaire approche à long terme du contexte syrien.
- 5- **Renforcer la coordination, le partage et la dissémination des bonnes pratiques** : inciter les partenaires à participer aux coordinations internationales existantes et/ou à développer leur propre dispositif, ainsi qu'à partager et à disséminer leurs bonnes pratiques, au travers de leur participation à des forums, des séminaires, des publications et à l'utilisation des médias.

### 1.3. Publics cibles

Il existe de réelles carences vis-à-vis de publics plus difficilement accessibles vers lesquels nous recommandons d'orienter les stratégies.

- **Les jeunes (12-24 ans)** : très peu ciblés par les projets existants, leur situation est la plus préoccupante. Il est urgent de contribuer à soutenir et à redonner espoir à une génération de jeunes adolescents et adultes fragiles, qui joueront un rôle majeur dans l'inéluctable reconstruction de la Syrie.

- **Les personnes âgées** : elles sont les grandes oubliées de l'aide internationale. L'avenir des familles et des communautés ne peut faire abstraction, dans un processus cohérent de reconstruction, de leurs histoires et de leurs origines, dont les anciens sont dépositaires. La reconstruction des liens transgénérationnels doit bénéficier à toutes les catégories de bénéficiaires.
- **Les minorités marginalisées/ostracisées** : ces populations d'origines, de cultures ou de religions minoritaires, localisées dans tous les territoires de l'étude sont peu soutenues. Quelques acteurs développent des projets spécifiques qu'il est important de soutenir.

## 2 Cadre de l'étude, protocole et limites

Cette étude présente des éléments préliminaires d'analyse de la problématique de l'aide aux personnes vulnérables fuyant les conflits en Syrie, qui ont pour vocation d'étayer la réflexion interne à la Fondation de France, en vue de définir un programme spécifique au profit de ces populations.

Elle doit permettre de disposer d'un socle synthétique de références partagées sur la problématique, d'avoir une compréhension large des acteurs, des enjeux, des besoins actuels et des bonnes pratiques, et de recommander des priorités pour maximiser l'impact des financements accordés par la Fondation de France.

---

### 2.1. Protocole de l'étude

---

La méthodologie a été orientée vers une approche consultative large, afin de garantir à la construction de la proposition stratégique un appui sur des angles de vue multiples et complémentaires. Il nous semblait important de prendre en compte dans la future stratégie les actions et orientations des acteurs de l'aide sur la crise syrienne, portant légitimement les besoins et aspirations des populations cibles. Cette consultation a été réalisée au travers de rencontres avec les acteurs locaux, les autorités locales, les organisations de la société civile nationales et internationales, les agences intergouvernementales et les bailleurs de fonds au Liban, en Jordanie et en Turquie, ainsi qu'à distance au Kurdistan irakien, par une équipe de quatre consultants.

Cette équipe complémentaire mixte était constituée d'une psychologue clinicienne et psychothérapeute originaire de la zone concernée et engagée dans des actions d'appui sur le terrain, d'une consultante spécialisée en stratégies post-conflits et en cohésion sociale au Moyen-Orient, d'un expert en stratégies de programmes internationaux et d'un spécialiste en relèvement socio-économique post-désastre.

Plusieurs cadres d'entretiens structurés ont été constitués en fonction du type d'acteur afin de guider les consultants au cours de l'étude.

Les visites terrain se sont déroulées du 6 au 15 avril 2016, les interviews à distance ont été menées du 28 mars au 28 avril 2016 et un atelier de travail a été organisé le 22 avril 2016 à Paris, en présence des consultants et de la Fondation de France.

---

### 2.2. Limites de l'étude

---

Le protocole retenu n'a pas de caractère exhaustif bien qu'il ait permis de rencontrer et/ou d'interviewer plus de 36 acteurs nationaux et internationaux. D'autre part, il n'a pas été possible de se déplacer au Kurdistan irakien, ce qui a limité la profondeur de l'analyse sur cette zone.

## Eléments de contexte et de compréhension

### 3.1. Point sur l'état des connaissances sur le thème de l'appui psychosocial, dans le cadre de programmes de solidarité internationale sur la zone

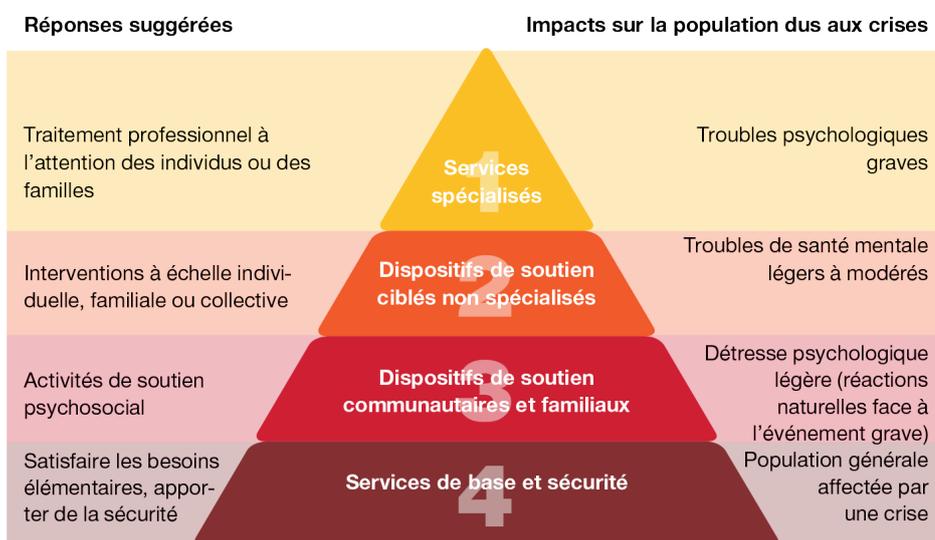
#### 3.1.1. Compréhension et délimitation du champ de l'appui psychosocial

Le champ de l'appui psychosocial se définit comme un travail d'aide aux personnes victimes de traumatismes de guerres, de conflits armés ou d'autres désastres, d'une manière directe et/ou indirecte. Il contribue et est complémentaire du premier niveau d'assistance des victimes, par la couverture des besoins primaires, pour les accompagner jusqu'au dernier niveau identifié comme la prise en charge de troubles psychologiques graves, par des équipes spécialisées en santé mentale. Dans ce dispositif et sur la zone de l'étude, ce champ est encadré par les mêmes notions, théories, et pratiques que sur les autres terrains où il est mis en œuvre.

Il se fonde sur le soutien psychologique et le renforcement social de la population syrienne réfugiée dans les pays limitrophes. Il est donc inscrit dans l'apport de services de soins de santé mentale de base et de soutien/accompagnement psychoaffectif, réalisés par des psychologues et animateurs sociaux. Il est fréquent de présenter le cadre d'intervention sous la forme d'une pyramide étagée. L'action de soutien psychosocial auprès des populations cibles est centrée sur les niveaux de 2 à 4.

*Figure 1 : Pyramide des interventions pour le soutien de la santé mentale et le soutien psychosocial*  
Manuel sur « Les interventions psychosociales »  
Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 2007

#### Services de santé mentale et de soutien psychosocial



Source : Cette illustration se fonde sur la pyramide d'intervention pour le soutien de la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence des directives du CPI (2007).

La mise en œuvre des projets d'appui psychosocial nécessite de déployer des activités spécifiques de prévention, de détection, de prise en charge, de suivi et de référencement adaptées culturellement aux populations.

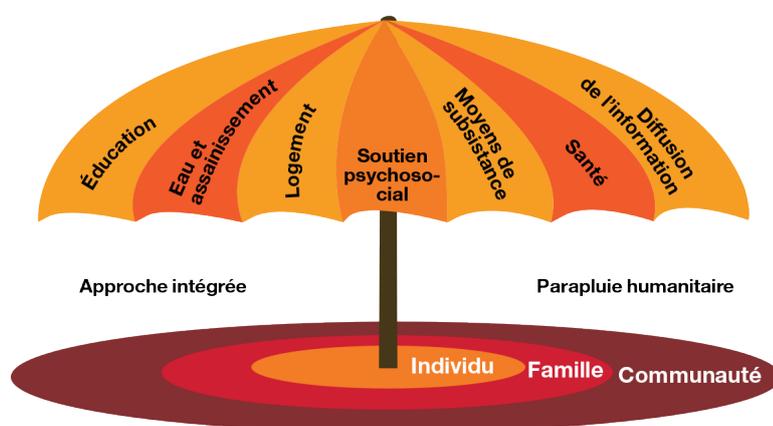
De plus, la nécessité d'inscrire les projets dans une approche intégrée est unanimement reconnue comme étant essentielle pour garantir des soutiens pertinents et pérennes. Cette approche prend généralement en compte les volets de l'éducation, de la formation, de la protection, les activités économiques, culturelles et artistiques.

Ainsi, les projets d'appui psychosocial se coordonnent avec d'autres programmes/projets axés sur la couverture des besoins de base, l'éducation, l'intégration communautaire et économique, l'accès aux services de l'Etat, la citoyenneté, la protection, la justice et l'accès aux droits, l'information, etc.

**Figure 2 : L'approche intégrée axée protection**

Manuel sur « Les interventions psychosociales »

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 2007



Source : Dr. Subhasis, Sociétés de la Croix-Rouge américaine et de la Croix-Rouge indienne

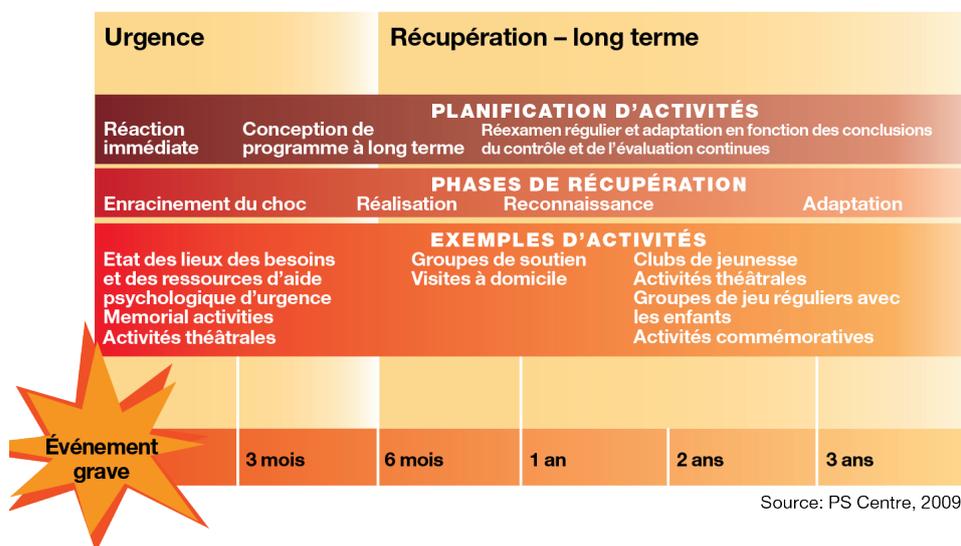
### 3.1.2. Enjeux liés à l'appui psychosocial

Les impacts du conflit syrien dans la zone d'étude sont profonds et durables. Après cinq années, l'approche conjoncturelle de la phase d'urgence laisse la place à des stratégies de moyen et long terme, afin de viser une reconstruction des personnes et des communautés. Outre les impacts des traumatismes directs imputables au conflit, la situation de précarité des populations, en attente de la reconstruction d'un avenir en Syrie ou ailleurs, génère des situations qui créent de nouveaux besoins. Ce sont donc des enjeux d'accompagnement dans le relèvement et le développement des communautés réfugiées qui sont les plus prégnants et qui devraient guider aujourd'hui les acteurs de la solidarité internationale.

Figure 3 : Les phases de récupération psychosociale

Manuel sur « Les interventions psychosociales »

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 2007



La pérennité de l'appui psychosocial, et donc la continuité du service, ressort comme un enjeu fort pour la prise en charge des traumatismes initiaux et ceux générés par les conditions de vie précaires des populations réfugiées. Les dynamiques et projets les plus adaptés et pérennes sont fréquemment ceux portés par les communautés elles-mêmes, que ce soit celles des réfugiés ou celles des populations hôtes. Ainsi, le soutien et l'accompagnement des initiatives et des structures locales est un des déterminants de résilience majeurs des enjeux actuels et futurs.

Outre les enjeux liés à l'inscription dans la durée de l'appui psychosocial, il existe d'autres déterminants qui concernent l'adaptation des actions, leur qualité, leur localisation, leur financement et leur coordination et qui constituent les enjeux importants.

D'une manière générale, les participants à cette recherche s'accordent pour dire que des années après le début du conflit en Syrie, la réponse humanitaire est difficilement remplacée par une réponse à plus long terme basée sur le renforcement des capacités des pays/communautés d'accueil et des réfugiés eux-mêmes. La grande majorité des acteurs interviewés critiquent l'accent mis sur l'approche quantitative et le nombre de projets d'appui psychosocial, plutôt que sur leur aspect qualitatif. Malgré les financements et le focus mis sur ces activités lors des dernières années, les personnes interviewées ont identifié des manques récurrents dans ce secteur, qui diminuent considérablement l'impact des moyens mis en œuvre pour répondre aux besoins psychosociaux des réfugiés les plus fragiles :

> **La culture** : les principales problématiques observées dans les trois pays de la zone concernée touchent certains tabous sociétaux qui influent sur l'acceptation ou le rejet des services de soins et d'appui psychosocial. La culture, perçue comme conservatrice par les acteurs concernés, peut parfois rendre la population cible réticente à demander de l'aide pour des difficultés psychologiques, ralentissant ainsi le processus de sensibilisation et d'action sur certaines problématiques majeures rencontrées (les mariages précoces, la mixité, le travail des femmes en dehors du foyer, le travail des mineurs, etc.). En revanche, dans certaines grandes zones urbaines, le niveau socioculturel de la population cible permet aux initiatives d'appui psychosocial d'être mieux acceptées, voire d'être recherchées et demandées.

> **Jeunes, radicalisation et conflit intergénérationnel** : la situation des adolescents et des jeunes adultes (12-21 ans) peut être qualifiée de dramatique. Peu d'organisations locales ou internationales mettent en place des programmes qui leur sont destinés, soit par manque d'expertise, soit par manque de moyens. Pourtant, ces jeunes adultes et adolescents représentent un pourcentage significatif de la population des réfugiés et la réponse à leurs besoins est inadaptée, voire inexistante. Premières victimes de fléaux comme la radicalisation ou la drogue, les jeunes sont les laissés-pour-compte de la réponse humanitaire, alors que leur prise en compte et leur participation dans leur communauté est cruciale. Il semble que l'expression *Lost generation*, jusqu'ici employée, soit devenue une fatalité.

Tous les acteurs interviewés lors de cette recherche s'accordent pour dire qu'il est plus que jamais important de redonner l'espoir à ces jeunes qui ont du mal à imaginer leur avenir et représentent des proies faciles pour les groupes armés proliférant dans la région. Leur chance de scolarisation ou d'entrée à l'université étant minime, il est primordial de leur offrir des activités d'appui psychosocial de qualité. Celles-ci leur permettront de reprendre espoir dans leur futur, tout en leur fournissant les outils nécessaires pour bâtir une estime de soi et gérer l'incertitude émotionnelle liée à l'adolescence et au passage difficile à l'âge adulte. Mis à part l'ONG *Search for Common Ground* (SFCG) et quelques autres acteurs qui mettent en place des activités souvent artistiques ou sportives associées à des ateliers de compétences relationnelles ou de gestion de conflits, l'approche vis-à-vis des jeunes reste basique, voire inexistante. La plupart des programmes semblent tributaires de la volonté des bailleurs de fonds et se contentent d'offrir des ateliers d'informatique, de langues ou de rédaction de CV, qui ont peu de chance de fournir des débouchés concrets aux participants.

> **L'expertise technique** : une disparité importante de la disponibilité de l'expertise technique sur les zones a été observée. Le Liban et la Jordanie bénéficient de la présence et de l'engagement de plus de professionnels formés et familiers des troubles liés aux conflits. La Turquie manque de personnel qualifié dans ce domaine. Dans l'ensemble, il reste difficile et relativement rare de trouver des appuis structurés, intégrés, inscrits dans la durée et s'appuyant sur des dispositifs de suivi et de référencement fiables. Les activités sont souvent occupationnelles, récréatives et ludiques, sans soutien approfondi individuel dans les difficultés et les problématiques psychologiques auxquelles font face les populations.

> **Manque de professionnalisme, absence de suivi et référencement déficitaire** : nombre d'acteurs sociaux travaillant dans les centres financés par les ONG locales ou internationales ou dans les centres gérés par le gouvernement sont mal équipés pour répondre aux besoins et traiter les traumatismes psychologiques de leurs bénéficiaires. Cette situation est particulièrement problématique car elle crée des déceptions et des frustrations pouvant nuire à la reconstruction des personnes et des communautés. Dans le domaine de l'appui psychosocial, cela se traduit par des programmes qui, pour la plupart, se limitent à des activités de sensibilisation sur la reproduction sexuelle ou à un suivi psychologique minimum, qui ne s'inscrivent pas forcément dans une approche intégrée sur le long terme. Souvent, les individus vont être conseillés mais n'auront pas la chance de bénéficier d'un suivi dans le dispositif socio-médical national ou d'un accompagnement personnalisé dans des services spécifiques. Après l'orientation des patients vers les services appropriés, il n'y a que rarement un suivi individuel qui permettrait de traiter le fond du problème.

> **La coordination et la multiplicité des acteurs** : le champ psychosocial est largement investi par des structures internationales et locales ; cependant, les carences de coordination favorisent la duplication de l'aide, le manque d'information sur les référencements et les freins à l'émergence de bonnes pratiques. Ces carences rendent la perception des actions comme inefficaces aux yeux des populations cibles et favorisent leur rejet.

> **Enfants aux besoins spécifiques** : à travers les entrevues conduites, le manque d'appui psychosocial ciblant les jeunes ou les enfants les plus vulnérables, comme les enfants des rues ou les enfants qui travaillent, est apparu comme un problème majeur commun. La plupart des organisations interviewées sur leur approche visant les jeunes semblent mettre en œuvre des programmes qui ont tendance à être basés sur la quantité et le « chiffre », plutôt que sur un véritable suivi de qualité. Dans ce contexte, quelques organisations ont recours à un design de projets plus créatifs et « *out of the box* », qui fournit une aide qualitative (voir le chapitre sur l'identification d'acteurs et de pratiques innovantes).

> **Soutien insuffisant aux personnes atteintes de troubles psychologiques ou psychiques lourds** : tous ces acteurs s'accordent pour dire que la principale faiblesse de ces programmes réside dans l'insuffisance du soutien apporté aux personnes atteintes de troubles psychologiques ou psychiques lourds. Les programmes de santé mentale semblent effectivement inexistantes. Les patients se retrouvent alors dans des structures inappropriées, avec des patients aux troubles plus légers et du personnel non qualifié. Dans ce contexte de traumatismes de guerre, il est pourtant crucial de fournir ce soutien psychologique adapté.

> **Le financement et l'allocation des budgets** : les besoins croissants des populations réfugiées liés à l'absence d'avenir dans les zones concernées requièrent des financements croissants vers les actions psychosociales. Cependant, la faiblesse du nombre de professionnels arabophones et le manque de visibilité des expertises locales tendent à confiner les actions aux standards minimalistes inspirés de la phase d'urgence. Par ailleurs, selon les réglementations et les pratiques de certaines zones (Turquie et Jordanie), les fonds d'aide et les décisions des instances de coordination renforcent ces approches minimalistes dans une mise en œuvre quantitative des soutiens.

### 3.1.3. Types d'actions appartenant au champ de l'appui psychosocial

La prise en charge psychosociale dans les camps et hors les camps est principalement orientée vers les enfants et les femmes, via des projets d'appui psychosocial, dans des centres communautaires, des écoles, des institutions, et parfois des centres mobiles. Elle est opérée par les travailleurs du terrain qui connaissent généralement bien la population cible.

Ces activités sont généralement :

- Les activités de groupes de parole et d'expression (art thérapie, ludothérapie, théâtre, etc.).
- Les sensibilisations (hygiène, sexualité reproductive, parentalité, violences, etc.).
- La détection des personnes en souffrance.
- Le suivi des personnes, référées ou non, vers d'autres services.
- Le référencement, vers des prises en charge médico-psychologique, des personnes à travers des centres mobiles ou des institutions offrant des services en santé mentale.

Cependant, elles s'appuient fréquemment sur d'autres types d'activités dont :

- La protection (surtout des mineurs), dans des institutions spécialisées et dans des espaces sûrs créés par des ONG initiant des activités d'aide et d'appui psychosocial.
- Les campagnes de sensibilisation, dans les communautés et les camps, les écoles, les centres médicaux, les municipalités et à travers les médias (actuellement peu exploités). Les thématiques abordées portent fréquemment, d'une part, pour les adultes (parents et femmes) sur la question de la protection, du travail des mineurs et du mariage précoce et d'autre part, pour les enfants, sur les questions de violence et de mode d'expression.
- Le renforcement des compétences et des activités génératrices de revenus (surtout pour les femmes et les jeunes).
- L'éducation informelle, dans les camps et hors les camps, dans des centres communautaires et des écoles de la communauté hôte, qui reçoit les enfants syriens en les intégrant petit à petit dans le programme scolaire du pays, ou à travers des « *second-shifts* » après l'horaire régulier des enfants du pays.
- L'apprentissage de compétences sociales de base (*live skills*), via des programmes offerts par des ONG dans leurs locaux, les centres communautaires et certains camps.

### 3.1.4. Articulation avec d'autres domaines d'intervention, en particulier l'insertion économique et l'éducation

Dans les zones observées, les acteurs prennent conscience, après cinq années de soutien, d'un manque de cohérence dans les objectifs de leurs projets ; un appui psychologique ou en santé mentale seul n'étant pas suffisant pour reconstruire des perspectives. Bien qu'insuffisant, un réel effort est fait pour penser des actions plus intégrées, pouvant aider la population cible à se sentir mieux soutenue, non seulement psychologiquement, mais également dans les espaces éducatif, social, économique et culturel dans lesquels ils évoluent.

> **Soutien psychosocial et moyens de subsistance** : un défi communément identifié par les acteurs est la nécessité de lier l'appui psychosocial à des activités permettant aux réfugiés de satisfaire leurs besoins de subsistance. Un ou une réfugié(e) syrien(ne) en dépression et en situation économique désastreuse pourra bénéficier du meilleur soutien psychosocial, mais cela aura peu d'effets bénéfiques si ce soutien n'est pas combiné à une activité professionnelle qui lui permettra de sortir de son environnement social et de générer des revenus. « L'emploi est le meilleur soutien psychosocial que nous pouvons apporter aux réfugiés » est le commentaire qui est revenu régulièrement lors de chaque entretien. Le manque de moyens économiques est identifié comme un facteur majeur lié aux violences conjugales et aux maltraitements infantiles. Compte tenu des contextes socio-économiques, culturels et légaux limités dans les pays d'accueil, les programmes permettant de développer des moyens de subsistance doivent souvent être innovants. De nombreuses ONG cherchent à mettre en œuvre des programmes de formation professionnelle précédés par des études de marché qui permettent d'identifier les emplois les plus demandés.

La conférence de Londres de février 2016 sur la crise syrienne a été centrée sur le besoin urgent de donner aux Syriens l'accès à l'emploi et à l'éducation. Elle pourrait aboutir à de nouvelles opportunités d'accès légal à l'emploi dans les pays limitrophes à la Syrie et à une reconnaissance du potentiel de développement économique représenté par les réfugiés syriens pour les régions hôtes. Ceci aurait un impact important sur la santé mentale des réfugiés et serait à l'avenir une source d'opportunité accrue, permettant de lier les actions d'appui psychosocial aux projets d'accès à l'éducation et à l'emploi.

### 3.1.5. Identification des principaux acteurs et sources d'expertise

Les principaux acteurs et sources d'expertise sont presque les mêmes dans les trois pays. Ils sont répartis en deux grands groupes. Les organisations intergouvernementales, d'une part, avec l'UNICEF et l'UNHCR et les principales organisations non gouvernementales, d'autre part, comprenant entre autre IMC (*International Medical Corps*), IRC (*International Rescue Committee*), RET (*Foundation for the Refugee Education Trust*), Save the Children, DRC (*Danish Refugee Council*) et NRC (*Norwegian Refugee Council*).

Des acteurs étatiques nationaux sont engagés dans la coordination, tels que le MoSA (*Ministry of Social Affairs*) au Liban, l'AFAD (*Direction de la gestion des catastrophes et des urgences*) en Turquie et les MoPIC (*Ministry of Planning and International Cooperation*) en Jordanie.

De très nombreuses organisations de la société civile constituent un réseau très important d'acteurs opérationnels sur le terrain, en particulier les ONG locales et syriennes, ces dernières ayant développé des modalités adaptées culturellement aux besoins des populations ciblées.

# 4

## Eléments de contexte sur la situation des réfugiés syriens dans les pays limitrophes

### 4.1. Principales données chiffrées et répartition dans les camps/en dehors des camps

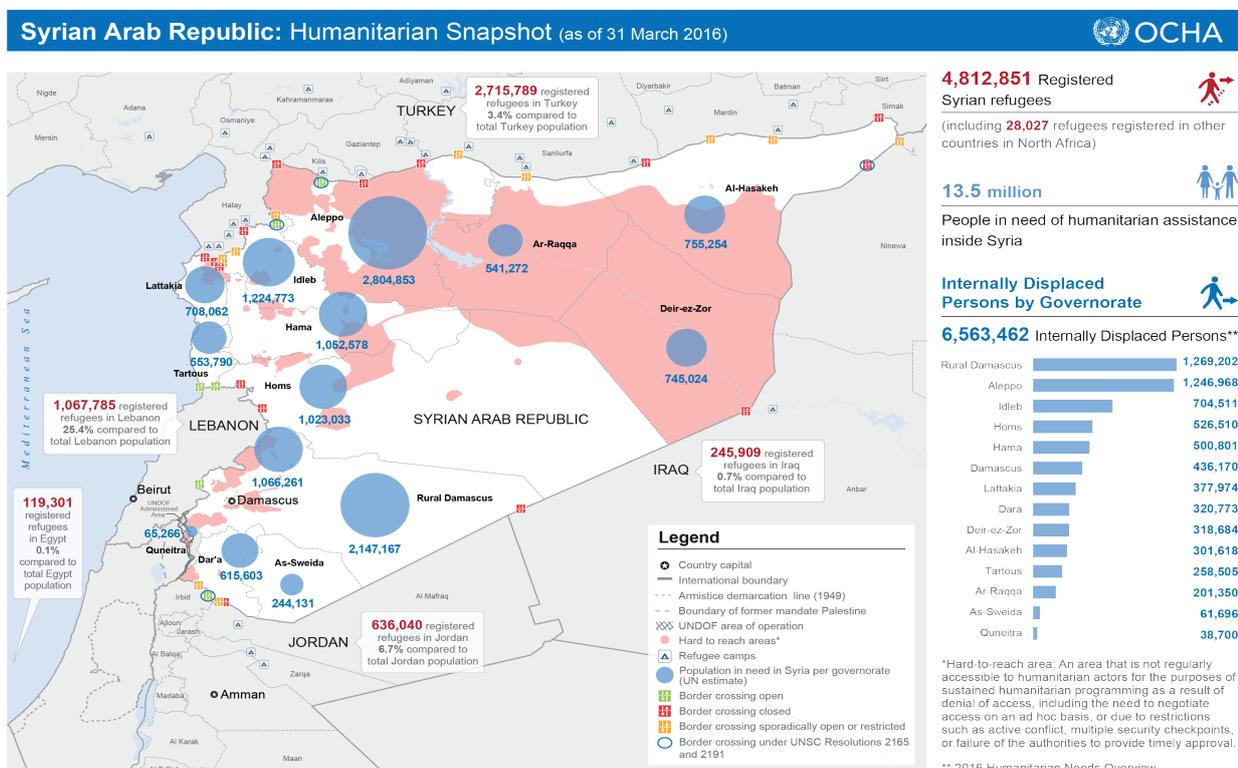
**4 812 851 réfugiés syriens** sont enregistrés selon OCHA au 31 mars 2016 et répartis dans les 5 pays suivants : Turquie, Liban, Jordanie, Irak et Egypte :

- **2,7 millions en Turquie**, plus que dans tout autre pays.
- **1,07 million au Liban**, soit ¼ de la population libanaise.
- **636 040 en Jordanie**, soit environ 10 % de la population jordanienne.
- **245 909 en Irak**, qui compte déjà 3,9 millions d'Irakiens déplacés internes.
- **119 301 en Egypte**.

**Plus de 50 % des réfugiés syriens ont moins de 18 ans, soit plus de 2,4 millions d'enfants et d'adolescents.** Avant le conflit, la proportion d'enfants de moins de 18 ans dans la population syrienne était estimée entre 40 et 42 %<sup>1</sup>. Cette surreprésentation relative des enfants parmi les réfugiés, comparée à la structure de la population syrienne, est probablement liée au fait que de nombreux hommes adultes sont restés ou retournés en Syrie, explorent d'autres zones possibles de refuge, ou sont morts pendant le conflit.

**6 563 462 personnes sont déplacées internes en Syrie** au 31 mars 2016 selon OCHA, soit 30 % de la population.

Figure 4 : Situation humanitaire régionale au 31 mars 2016



1. United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division, World Population Prospects. <http://esa.un.org/unpd/wpp>

### 4.1.1. Liban

Six ans après le début du conflit syrien, le Liban est le pays qui porte le plus lourd poids dû à l'afflux de réfugiés, en proportion de sa population. Officiellement, 1,1 million de ressortissants syriens ont trouvé refuge au Liban. Officieusement, ce serait plus de 1,5 million de Syriens réfugiés, vivant principalement dans les régions frontalières de la Bekaa, au nord du Liban et à Beyrouth. Dans ce pays de 4 millions d'habitants, ¼ de la population est réfugiée en comptant les réfugiés palestiniens (environ 400 000).

Arrivés dans les années 1950 et 1960, ces derniers sont maintenant installés dans des camps « en-dur », dans les principales grandes villes libanaises et ont été partie prenante de la guerre civile qui a déchiré le pays pendant 15 ans. Ce contexte historique permet d'expliquer en partie la position actuelle du gouvernement libanais, qui refuse catégoriquement d'installer des camps de réfugiés officiels, contrairement à ses voisins jordaniens et turcs. Par ailleurs, le Liban n'a pas signé la convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et n'a donc pas d'obligation de reconnaissance de leurs droits et de prise en charge.

Depuis le début de la crise syrienne en 2011, les réfugiés syriens se sont donc installés dans des centaines de camps informels qui se sont multipliés à travers le pays, le plus souvent dans des zones déjà économiquement défavorisées, surtout celles de la Bekaa et du nord du Liban. Ces installations se sont formalisées au gré des accords passés avec les municipalités et certains villages. Cette situation génère une forte compétition avec la communauté hôte quant à l'accès aux ressources et aux besoins de base, sans parler des infrastructures. S'ils ne sont pas installés dans ces camps de fortune, les réfugiés se fondent dans les villes, au milieu de la communauté hôte, avec des conditions de vie précaires, luttant chaque jour pour répondre aux besoins de leurs familles.

Ce contexte urbain représente un défi pour la communauté internationale, plus particulièrement en matière d'accès à l'éducation et à la santé. L'une des principales innovations de la réponse humanitaire à la crise syrienne a donc été l'approche de transferts monétaires. Au début de la crise, les réfugiés recevaient de l'assistance en nature (médicaments, nourriture, couvertures, etc.). Progressivement, la priorité a été donnée à l'assistance financière directe, par le biais de coupons ou de cartes bancaires, permettant aux réfugiés de décider par eux-mêmes pour mieux répondre à leurs besoins spécifiques.

Au Liban, le nombre de foyers tenus uniquement par des femmes est minoritaire.

La majorité des réfugiés arrivés au cours des dernières années sont toujours dans le pays.

### 4.1.2. Jordanie

Selon OCHA, 636 040 réfugiés syriens sont enregistrés en Jordanie au 31 mars 2016, représentant 6,7 % de la population. Plus de 52 % des réfugiés enregistrés sont des enfants de moins de 18 ans, soit plus de 330 000.

20 % des réfugiés syriens en Jordanie vivent dans 4 camps principaux dans le nord de la Jordanie : Za'atari, Marjeb al-Fahood, Cyber City et Al-Azraq. 80 % vivent en milieu urbain au nord de la Jordanie.

Rapidement, le gouvernement jordanien a instauré des camps de réfugiés dans le pays en travaillant étroitement avec les agences internationales pour répondre à l'afflux. Jusqu'à présent, les réfugiés syriens étaient réticents à l'idée de s'installer dans ces camps perçus comme chaotiques, et situés dans des zones géographiques particulièrement difficiles, où les opportunités de travail ou de moyens de subsistance étaient inexistantes. En 2016, la situation a évolué et les conditions de vie dans les camps semblent s'être améliorées.

### 4.1.3. Turquie

2 715 789 réfugiés syriens sont enregistrés officiellement au 31 mars 2016 sur le territoire turc. Plus de 90 % vivent hors les camps. 10 % des réfugiés (270 000 personnes) vivent dans les 22 camps officiels situés sur le territoire national. Le nombre total de réfugiés syriens en Turquie est sans doute supérieur aux chiffres officiels, puisqu'un nombre non négligeable de réfugiés préfèrent ne pas se faire enregistrer.

La Turquie était, en 2015, le principal pays de transit pour les réfugiés souhaitant se rendre en Europe. En 2015, plus d'un million de réfugiés syriens sont arrivés en Turquie, tandis que plus de 550 000 réfugiés syriens sont arrivés en Europe depuis la Turquie<sup>2</sup>.

2. Humanitarian Information Unit - US Department of State.

#### 4.1.4. Irak

L'histoire des 30 dernières années en Irak et les combats depuis 2012 en Syrie et en Irak ont amené de nombreux Kurdes irakiens et des Syriens à trouver refuge au Kurdistan irakien. Des minorités religieuses, qui vivaient historiquement en Irak et en Syrie, notamment des Kurdes chrétiens (catholiques, assyriens, chaldéens et syriaques) et des Kurdes yézidis, qui ont été pris pour cible en raison de leur culture kurde et de leurs religions, ont également trouvé refuge au Kurdistan irakien, compte-tenu de la stabilité et de la tradition d'ouverture de la région.

- 245 909 réfugiés syriens sont enregistrés au Kurdistan irakien au 31 mars 2016. Ils viennent principalement d'Alep, de Raqqa et de la région de Damas. 90 % d'entre eux sont kurdes et s'intègrent dans une population d'environ 5 millions de personnes de même culture, mais de nationalité et de langue différente. 41 % des réfugiés enregistrés sont des enfants de moins de 18 ans<sup>3</sup>, soit plus de 100 000 enfants et adolescents réfugiés syriens en Irak. 39 % des réfugiés syriens en Irak (96 000 personnes) vivent dans des camps. Les autres vivent en dehors des camps, dans les centres urbains, principalement à Erbil et Dohuk. Il existe actuellement 6 camps majeurs de réfugiés syriens au Kurdistan irakien.
- 1,2 million de déplacés internes irakiens ont trouvé refuge au Kurdistan irakien<sup>4</sup> (en comptant les gouvernorats de Dohuk, Kirkuk, Sulaymayyah et la partie de Kirkouk contrôlée par les forces kurdes).

La plupart de ces nouveaux déplacés internes irakiens et des réfugiés syriens vivent en dehors des camps dans des familles d'accueil, dans des logements loués, mais aussi, pour les moins fortunés, dans des conditions de forte précarité et d'insalubrité, dans des localisations non adaptées à l'accueil de réfugiés, comme des chantiers désaffectés, des terrains vagues, au bord des routes, dans des caves et des lieux religieux.

La population du Kurdistan irakien a augmenté de 28 % en 2014 et en 2015, surchargeant les services d'éducation et de santé. D'après la Banque mondiale, la pauvreté a plus que doublé dans la région. L'ampleur de cette affluence a renforcé la concurrence pour les emplois, faisant baisser les salaires et donc les revenus des foyers à tous les niveaux. D'autre part, les services d'eau, d'électricité et de gestion des déchets sont dépassés par la demande. Parallèlement, la chute des prix du pétrole a affecté les revenus du Gouvernement, tout comme la bataille budgétaire qui l'oppose depuis un certain temps aux autorités fédérales de Bagdad, qui a entraîné des interruptions de transferts financiers destinés à Erbil, la capitale du Kurdistan.

---

#### 4.2. Besoins, notamment en termes d'appui psychosocial

---

Les besoins en termes d'appui psychosocial des réfugiés sont évidents du fait de la situation économique, politique, sécuritaire et sanitaire dans laquelle ils se trouvent. Le nombre de personnes vivant dans des lieux souvent insalubres, particulièrement en dehors des camps, le manque de moyens de subsistance et les effets directs et indirects du conflit armé qui dure depuis 5 ans, ne peuvent que créer un fort sentiment de manque et de désespoir.

De ce fait, les Syriens au Liban, en Jordanie, en Turquie et en Irak, et plus particulièrement ceux qui n'appartiennent pas à la classe sociale favorisée qui s'est installée dans les grandes villes, ont besoin d'appui médico-psychologique pour traiter les effets du traumatisme qu'ils ont subi en Syrie, ou qu'ils subissent toujours dans leurs pays hôtes. Ils ont besoin d'être mieux intégrés dans leur communauté d'accueil, d'être sensibilisés et éveillés aux questions de protection et d'égalité des genres et d'avoir accès aux structures prenant en charge les enfants ayant des troubles envahissants du développement et des troubles de l'apprentissage.

La majorité des réfugiés est en situation illégale et sans emploi, ce qui ajoute un stress supplémentaire à leur situation économique et à leur équilibre psychologique, déjà extrêmement fragile.

L'évolution des rôles entre les hommes et les femmes, dans les familles de réfugiés syriens, dans un contexte religieux et culturel où le rôle de la femme est traditionnellement normé, provoque une augmentation considérable des violences domestiques et des tensions familiales. Dans le pire des cas, cette situation les rend d'autant plus vulnérables quant au trafic d'êtres humains, à la prostitution et aux mariages précoces. Le fait que la crise perdure et que les perspectives de retour sont pour le moment difficilement envisageables devrait être un facteur de priorisation des programmes d'appui psychosocial dans l'aide aux réfugiés.

3. Syria Regional Refugee Response - Inter-agency Information Sharing Portal. <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/country.php?id=103>

4. IOM, mission Irak - "Displacement Tracking Matrix". <http://iomiraq.net/dtm-page>

Dans cet environnement extrêmement difficile pour les réfugiés et leurs familles, le soutien psychosocial est crucial pour assurer l'équilibre individuel et familial des réfugiés.

Barrières à l'accès aux services d'appui psychosocial : dans un contexte où la crise se prolonge, les financements s'amenuisent et les conditions de vie des réfugiés se détériorent, les conditions d'accès aux services d'appui psychosocial deviennent critiques. Les problèmes d'accès à l'appui psychosocial sont apparus comme une lacune dans les programmes des différents pays.

- L'un des principaux défis des programmes d'appui psychosocial en Jordanie est l'accès. Tous les interviewés ont confirmé qu'il est relativement facile d'engager les participants qui vivent dans les camps car « *Ils n'ont rien à faire de la journée et sont contents de participer à toutes sortes d'activités d'appui psychosocial ou autres* ». Dans le contexte urbain en dehors des camps, la question des transports revient régulièrement. Les questions de mobilité (pas de papiers de résidence légale), le coût des transports, la sécurité, la mixité des centres sont autant de facteurs qui peuvent empêcher l'accès des femmes aux centres de santé. Plusieurs personnes interviewées ont ainsi soulevé le problème de l'accès aux soins et aux activités dans les camps informels.
- En plus des facteurs mentionnés plus haut, le manque d'éducation et les différences socioculturelles apparaissent comme l'une des principales barrières à l'accès aux services d'appui psychosocial. Le soutien psychosocial est effectivement tabou dans de nombreuses familles et il peut être mal perçu dans son entourage de participer à des activités de cet ordre. Le problème d'éducation au soutien psychosocial et de différence culturelle demandent aux ONG d'adapter leur approche pour gagner la confiance des participants et assurer un suivi adéquat. Le manque de programmes de proximité et d'information réellement adaptée à la population cible explique aussi en grande partie la difficulté à développer des programmes de meilleure qualité et à s'assurer que les participants assistent à plus d'une session.
- Plusieurs organisations envisagent de créer des cliniques mobiles combinées à des activités d'appui psychosocial dans les camps informels. En outre, les activités d'appui psychosocial et périscolaires doivent être intégrées au système formel pour éviter les coûts de transports difficilement pris en charge par les familles et qui rajoutent des coûts supplémentaires considérables pour les ONG.
- Des professionnels doivent avoir accès à des formations pour professionnaliser le personnel médical et social qui travaille dans le domaine de l'appui psychosocial et lui permettre de répondre avec une approche qualitative aux besoins des bénéficiaires et ce d'une manière personnalisée.

Les programmes d'éducation excluent de facto les enfants présentant des besoins spécifiques (retard scolaire, handicaps moteurs, autisme, troubles du comportement, etc.). Il y a un fort consensus parmi tous les acteurs locaux et internationaux autour du besoin d'identifier les enfants avec des besoins spécifiques. Les ONG locales ont tendance à cibler toujours les mêmes enfants, tout en laissant de côté ceux qui demandent une attention particulière.

Les réfugiés ont par ailleurs besoin de sensibilisation et d'éveil aux questions de protection et d'égalité des genres. Les jeunes auraient besoin de soutien et d'appui pour qu'ils se sentent compris et soutenus dans le renforcement de leurs compétences.

> **Focus Turquie** : un besoin important en matière d'appui psychosocial existe du fait que la Turquie abrite le plus grand nombre de Syriens originaires des zones les plus touchées par le conflit, et au vue de sa proximité avec les villes d'Alep Nord, Idlib, Raqqa et Kobane notamment. De plus, la différence de la langue et de la culture rendent l'intégration assez difficile pour les Syriens et la scolarisation des enfants en est doublement affectée, notamment pour ceux qui nécessitent une prise en charge particulière.

> **Focus Irak** : les réfugiés syriens au Kurdistan irakien proviennent essentiellement d'Alep et de Raqqa, où ils ont vécu un conflit de haute intensité. Les Kurdes chrétiens et yésidis ont souvent été victimes de multiples discriminations, en raison de leur culture, de leur langue et de leur religion. Les besoins d'appui psychosocial sont élevés pour ces populations. Il est à noter que la communauté yézidie était largement basée dans les contreforts nord de la principale ville du nord de l'Irak, Mossoul, et dans les montagnes de Sinjar, sur la frontière avec la Syrie, où ils ont subi des exactions de Daesh, dont l'ampleur n'a pas encore été révélée complètement à ce jour, alors que de nombreux charniers sont actuellement découverts par les forces kurdes qui ont repris ces territoires.

---

#### 4.3. Contexte légal : droit de séjour dans le pays, droit de travailler, etc.

---

> **Liban** : les Syriens qui arrivent au Liban ont besoin actuellement d'avoir un visa de séjour qui leur permet de rester sur le territoire. Cela nécessite qu'ils aient un garant, ou une somme d'argent leur permettant de survivre durant la durée de leur séjour au Liban. Les Syriens n'ont pas le droit officiellement de travailler au Liban, même si un grand nombre le fait de manière illégale. Selon les personnes interviewées dans le cadre de cette recherche, alors que les promesses faites lors de la Conférence de Londres (ouverture des permis de travail) sont en phase de concrétisation en Jordanie ; au Liban, le gouvernement les a conditionnées au déblocage de l'aide financière qui tarde à arriver. Depuis janvier 2015, la frontière libano-syrienne est officiellement fermée et de nouvelles conditions s'appliquent pour chaque réfugié qui doit obtenir un permis de résidence, en échange d'une lourde documentation et de frais financiers particulièrement onéreux.

> **Jordanie** : contrairement au Liban, qui a un Etat plus faible et qui se trouve dans un vacuum politique, avec une vacance du siège présidentiel depuis deux ans, dès le début de la crise syrienne, le gouvernement jordanien s'est engagé rapidement aux côtés des instances internationales, en prenant le leadership de la réponse humanitaire. Chaque projet/programme doit être approuvé avant sa mise en place et, dans l'objectif d'assurer une cohésion sociale entre les Syriens et leur communauté hôte, doit prouver qu'il bénéficie aux deux populations. Si pour certains, cela contribue à une marge de manœuvre restreinte pour les ONG due aux délais et aux procédures administratives que cela engendre, pour d'autres, ce système participe, au contraire, à une forte capacité d'institutionnalisation et de pérennité des initiatives mises en place.

Les Syriens qui se trouvent en Jordanie devaient être enregistrés par l'UNHCR et ne pouvaient travailler qu'avec des permis de travail spécifiques, donnés en nombre limité et coûteux (de 170 US\$ à 1.270 US\$, selon le secteur d'activité). Ces permis ne pouvaient être délivrés que sur présentation d'un passeport et d'une preuve d'entrée légale dans le pays. Comme la plupart des réfugiés syriens n'ont ni l'un ni l'autre, ils étaient nombreux à ne pas pouvoir obtenir d'emploi. De fortes amendes ont été imposées aux employeurs jusqu'à présent (de 280 US\$ à 2.100 US\$), qui ont déjà provoqué la fermeture de quelque 70 entreprises.

Suite à la Conférence de Londres, des mesures pourraient simplifier la recherche d'un emploi légal pour les réfugiés syriens et contribuer à une plus grande autosuffisance. Les autorités jordaniennes ont autorisé les réfugiés syriens à utiliser les cartes de demandeur d'asile délivrées par l'UNHCR et les cartes d'identité du Ministère de l'Intérieur de Jordanie pour obtenir des permis de travail. Par ailleurs, un délai supplémentaire de 90 jours a été accordé aux employeurs du secteur informel, pour obtenir gratuitement des permis de travail pour des réfugiés syriens, afin de régulariser leur emploi. Suite à la Conférence de Londres, le Gouvernement jordanien s'est lui aussi engagé à faciliter l'accès à l'emploi pour les réfugiés, en délivrant des visas de travail gratuits ou à coût réduit (8 dinars jordaniens - 5.6 US\$ au lieu de 400-280 US\$).

Les réfugiés syriens seraient ainsi sur un pied d'égalité avec les travailleurs migrants autorisés à travailler dans le bâtiment, l'agriculture, les services, le secteur alimentaire et des boissons, le commerce en gros et dans certaines usines. La Banque mondiale est un acteur décisif dans le soutien aux nouvelles mesures jordaniennes. Elle s'est engagée à accorder un prêt de 300 à 500 millions de US\$, à des taux approchant 0 %, pour l'octroi de permis de travail aux réfugiés syriens.

> **Turquie** : les Syriens peuvent s'enregistrer auprès des agences de l'UNHCR, dans les principales provinces du pays, ou peuvent demander au Gouvernement turc une carte de protection (KIMLIK) s'ils ne possèdent pas de passeport. Cette carte leur permet d'habiter sur le territoire turc, de se faire soigner gratuitement dans les hôpitaux publics, de demander un permis de travail et de se déplacer d'une province à une autre sous condition d'avoir obtenu un permis de déplacement. Les Syriens, comme tous autres étrangers en Turquie désirant y résider plus de 3 mois, peuvent, s'ils ont un passeport, demander un visa court séjour (de 1 an, renouvelable), leur permettant de demander un permis de travail, de se déplacer sans autorisation sur le territoire, de voyager et de rentrer en Turquie sans payer de contravention. Pour cela, il faut avoir : un passeport, un compte en banque d'au moins 6 000 US\$, une assurance maladie d'un an, un contrat de location d'au moins 6 mois, et s'acquitter du paiement des taxes provinciales et gouvernementales. Quant au permis de travail, les Syriens qui travaillent au noir auront jusqu'au 1er juin 2016 pour mettre en règle leurs papiers et faire une demande de permis de travail qui peut être obtenu en quelques semaines.

> **Irak** : l'accueil des réfugiés kurdes syriens est bien perçu par les populations hôtes qui ont une proximité culturelle et les services apportés bénéficient d'une dynamique inclusive dans les administrations et les services kurdes irakiens. Cependant, des tensions liées aux déséquilibres de l'aide internationale émergent entre les 1,2 million de déplacés internes irakiens et les réfugiés syriens. Le gouvernement du Kurdistan irakien délivre des permis de résidence aux réfugiés syriens, qui leur permettent de louer des logements, d'obtenir des permis de travail et d'accéder à des soins de santé, aux écoles et à d'autres services. Mais les réfugiés, notamment ceux qui vivent en dehors des camps et particulièrement dans certains gouvernorats ont des difficultés à obtenir les permis de résidence. Plus de 80 % des réfugiés à Dohuk ont un permis de résidence, contre seulement 31 % à Erbil et 18 % à Sulaymaniah<sup>5</sup>.

#### 4.4. Moyens de subsistance

Les moyens de subsistance des réfugiés syriens sont les suivants :

- Emploi légal et illégal : certains réfugiés travaillent de façon légale en fonction des pays et des régions, un nombre important de réfugiés, de manière illégale.
- Économies et patrimoine du foyer.
- Des transferts d'argent de proches issus de la diaspora syrienne à l'étranger sont une source importante de revenus.
- Prêts formels et informels.
- Programmes humanitaires (comme transferts d'argent « *Cash transfer* » et rémunérations d'activités économiques « *Cash for work* »).
- Activités génératrices de revenus.
- Les réfugiés dans les camps bénéficient de l'assistance humanitaire.

La pression sur les femmes réfugiées est intense car celles-ci jouent un rôle clé dans le maintien de l'équilibre social et familial. La difficile situation économique des familles de réfugiés au Liban oblige les femmes à répondre aux besoins de la famille en recherchant du travail. Compte-tenu des barrières culturelles et sociales auxquelles les femmes réfugiées sont confrontées, elles cherchent à travailler depuis la maison, notamment, par des activités d'artisanat et de couture.

Le recours massif aux économies familiales et aux prêts formels et informels représente une stratégie non durable. Les formes illégales d'emploi sont d'une certaine manière plus durable mais présentent une série de risques, notamment d'exploitation, d'accidents non couverts et de baisse des salaires. Les formes légales d'emploi sont de loin les plus pérennes et porteuses de développement économique local. En ce sens, la Conférence de Londres ouvre des perspectives nouvelles.

5. « Right to a future », joint agency briefing paper, CARE, DRC, IRC, NRC, Oxfam, Save the Children, World Vision, November 2015.

> **Focus Liban** : historiquement, la Syrie et le Liban ont toujours été étroitement liés et les Syriens représentaient une partie importante des migrants saisonniers qui travaillaient dans l'agriculture libanaise. Une grande partie des réfugiés continue à travailler dans ce domaine et travaillent dans le secteur de la construction qui ne nécessite pas de permis de travail. Jusqu'à fin 2014, le gouvernement libanais a pratiqué une politique d'ouverture des frontières. Les Libanais ont fait bon accueil à leurs voisins syriens dans un premier temps, mais l'évolution de la situation et les nouveaux réfugiés, toujours plus nombreux, ont incité les autorités libanaises à fermer progressivement leurs frontières. Lors de la Conférence de Londres, le Gouvernement libanais s'est engagé à créer entre 300 000 et 350 000 emplois, dont 60 % pour les réfugiés syriens, pour répondre à la difficile question de leurs moyens de subsistance. Ces engagements sont étroitement liés aux fonds des bailleurs internationaux qui sont pour le moment loin de répondre aux attentes des autorités libanaises. Malgré ces promesses, les réfugiés syriens ont l'interdiction de travailler légalement au Liban.

> **Focus Jordanie** : selon l'UNHCR, neuf Syriens sur dix en dehors des camps vivent en dessous du seuil de pauvreté jordanien de 68 dinars jordaniens, soit 87 euros par personne et par mois. Selon l'UNHCR, avec les mesures prises actuellement suite à la conférence de Londres, ce sont plus de 78 000 Syriens qui pourraient trouver un emploi légal en Jordanie à court terme.

---

#### 4.5. Perspectives d'évolution du contexte et de la situation des réfugiés à court et moyen terme

---

> **Liban** : le chômage des Libanais, surtout dans les régions où un grand nombre de Syriens vit et travaille avec des salaires beaucoup moins importants que ceux des Libanais, les tensions politiques et la situation sécuritaire exacerbent la discrimination et le racisme envers les réfugiés syriens et favorisent des actes de violence et de replis communautaire de la communauté d'accueil.

> **Jordanie** : l'ouverture du marché du travail et du secteur de l'éducation, ainsi que les initiatives d'aide de la communauté hôte et des réfugiés, pourraient permettre à terme une meilleure acceptation des Syriens en Jordanie.

> **Turquie** : à court terme, la situation des réfugiés en Turquie restera identique en apparence à celle qui prévaut depuis le début du flux de déplacement des Syriens, avec la grande majorité qui travaille au noir, n'est pas enregistrée, ou tente de quitter le pays vers l'Europe.

Cependant, la mise en œuvre de l'accord UE-Turquie doit, d'une part, bloquer le flux migratoire vers l'Europe et d'autre part, améliorer les conditions de vie, notamment l'accès aux services de base, à l'éducation et au travail des réfugiés. Il existe de fait un enjeu politique lié à l'Europe qui doit également être pris en compte. La situation politique et militaire des régions kurdes joue aussi énormément sur le contexte et le conflit armé crée et créera des tensions entre la population hôte et la population syrienne.

> **Irak** : les évolutions prospectives du conflit ne devraient pas augmenter fortement le nombre de réfugiés syriens kurdes dans la zone. Il n'en est pas de même pour ce qui concerne les déplacés internes irakiens, qu'ils soient kurdes ou pas. Les flux de migration internes en Irak devraient se poursuivre au gré des tensions politiques et des combats. Les forces kurdes reprennent et stabilisent un territoire en Syrie qui devrait accueillir les réfugiés le plus tôt possible. Ces forces kurdes pourraient alors demander des garanties nationales et internationales pour construire le Kurdistan syrien. La lecture des enjeux politiques et géographiques est fondamentale pour comprendre les agendas qui se redessinent pour ce peuple apatride réparti sur la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Les acteurs kurdes voient une opportunité d'étendre leur influence par le biais de l'augmentation de la population dans leur territoire et par la mise en place d'une stratégie d'annihilation de la frontière au service de la construction de l'Etat kurde.

## 5

## Identification des acteurs et des bonnes pratiques

### 5.1. Identification non exhaustive des acteurs de l'appui psychosocial au Liban, en Jordanie et en Turquie

#### 5.1.1. Liban

**Acteurs interviewés :** UNDP, UNHCR, MoSA, SFCG, Utopia, UOSSM, Abaad, EU (DEVCO), Najda Now, Himaya, March, Proud, Caritas Migrant Centre, Première Urgence Internationale.

De nombreuses organisations locales et internationales mettent en place des programmes d'appui psychosocial de qualité plus ou moins relative. L'approche de base consiste à créer des *Child Friendly Spaces* dans les *Centres de Développement Sociaux* (CDS), les centres gérés par les ONG ou les cliniques. Pour les femmes, des groupes de parole combinés à des activités manuelles, comme la couture ou l'artisanat, permettent aux travailleurs sociaux d'identifier les besoins d'appui psychosocial des participantes et de les orienter vers les services spécialisés appropriés à leurs besoins.

#### > Focus sur les organisations locales, acteurs-clés de l'appui psychosocial

Le champ de la santé mentale et de l'appui psychosocial s'est développé ces dernières quatre années et des organisations locales ont joué et jouent un rôle clé dans l'appui psychosocial. Abaad, Kaffa et Amel sont les principaux acteurs locaux.

La particularité du contexte libanais a permis l'émergence de petites structures syriennes basées au Liban, lesquelles, pour des raisons légales, ont des sièges sociaux en Europe. Ces structures sont souvent gérées par des équipes mixtes syro-libanaises qui réalisent un très bon travail sur le terrain, malgré le manque de moyens ou de capacité interne qui pourrait facilement être surmonté avec plus de moyens financiers et un renforcement des capacités.

- **Najda Now** est une jeune organisation syrienne qui opère au Liban et en Syrie. Elle accueille des enfants syriens de 6 à 18 ans, en leur offrant un programme scolaire ordinaire et spécialisé, tout en les intégrant dans des activités artistiques et en renforçant leurs compétences en langues et en informatique.
- **ABAAD<sup>6</sup>** est une ONG libanaise qui travaille sur les droits des femmes et la violence, pionnière dans la région. Abaad s'occupe particulièrement du soutien psychosocial des femmes et des hommes souffrant de violence domestique, favorise l'égalité des sexes et des genres et fait du lobbying sur ces questions.
- **AMEL**, qui a plusieurs projets avec les réfugiés syriens dans plusieurs régions du Liban et qui fait de l'appui psychosocial et de la protection, des activités éducatives, des projets moyens de subsistance, en mettant en avant les jeunes et les femmes vulnérables.
- **Himaya** est une organisation libanaise composée d'une équipe de professionnels motivée qui travaille sur les droits de l'enfant. C'est une petite structure qui fait un travail remarquable en termes de suivi psychosocial.
- **I Leaf Art** est une ONG libanaise née de l'idée d'un groupe de bénévoles artistes et de psychologues qui animent des activités artistiques dans des institutions médicales, des centres communautaires, des écoles défavorisées, des foyers pour personnes âgées et des camps de réfugiés, avec pour objectif d'égayer la vie et les lieux de vie des personnes vulnérables.
- **Proud** est une ONG libanaise qui offre un service d'appui psychosocial aux Libanais et aux réfugiés syriens *Lesbien, Gay, Bisexuel, Transgenre or Intersexuel* (LGBTI) et organise des formations sur la question du genre pour les travailleurs sociaux des principales organisations nationales et internationales travaillant au Liban.

6. <http://www.abaadmena.org>

- **UOSSM** est une organisation syrienne médicale qui travaille au Liban, en Syrie et en Turquie. Elle est partenaire de la Fondation de France. Au Liban, le centre Adnan offre un espace sécurisé où les mères et leurs enfants ont accès à un soutien psychosocial de qualité, grâce à une équipe de professionnels qui apporte une approche multisectorielle basée sur différentes formes de thérapie (art, drama-therapy, etc).

> **Acteurs internationaux et groupes de coordination/clusters pertinents** : les principaux acteurs d'appui psychosocial au Liban sont l'UNICEF et le MoSA qui sont responsables du groupe de travail sur la protection de l'enfance. L'UNHCR est, quant à lui, responsable de la coordination du groupe de travail sur le genre et les violences faites aux femmes. Parmi les ONG internationales engagées dans les actions d'appui psychosocial, on peut citer : IMC, Save the Children, World Vision, Médecins sans Frontières (MSF), Handicap International, Mercy Corps, War Child Holland, DRC, Save the Children et IRC.

### 5.1.2. Jordanie

**Acteurs interviewés** : SFCG, ARDD-Legal Aid, Working Women Society, Jordanian Women Union, NRC, UNHCR, UNWOMEN, Kvinna Kil Vinna, Institute for Family Health, Triangle Génération Humanitaire, Première Urgence Internationale, la Croix-Rouge Française.

#### > Focus sur les organisations locales, acteurs-clés de l'appui psychosocial

Les organisations jordaniennes sont importantes (avec plus d'une centaine de salariés) et fournissent un suivi psychologique grâce à des cliniques où elles allient programmes de santé reproductive, service de santé, hygiène, etc. Ces grosses structures ont tendance à manquer de flexibilité. Même si elles reconnaissent les insuffisances de leur programme, notamment en matière d'accès à l'appui psychosocial, il leur est difficile de penser de manière créative pour s'assurer d'adapter leur approche pour un suivi individuel de qualité.

Le contexte de la société civile en Jordanie est spécifique car il y a très peu d'organisations réellement indépendantes qui ne reçoivent pas d'aide financière du gouvernement. Les principaux acteurs comme l'*Institut for Family Health* ou *Working Women Society* travaillent sous les auspices de la *Nour Hussein Foundation* gérée par l'Etat. Cependant, des organisations comme *ARDD-Legal Aid* ou *Working Women Union* sont véritablement indépendantes.

Quelques organisations cependant développent des programmes basés sur l'individu et privilégient une approche qualitative :

- **ARDD-Legal Aid** est une ONG jordanienne fondée en 2008 qui, en plus de travailler sur l'accès aux droits et à l'éducation, travaille également sur des projets psychosociaux pour les Jordaniens et les Syriens, en renforçant la cohésion sociale des jeunes, en menant des campagnes de sensibilisation et des formations sur l'égalité des droits, des sexes et des genres. Elle développe également des activités d'éducation informelle.
- **Bright Future** est une ONG créée par des Syriens en Jordanie en 2012. Elle apporte un soutien psychosocial en zone urbaine et dans le camp de Za'atari aux enfants et adolescents traumatisés par la guerre. Bright Future a une capacité à mobiliser des professionnels de l'appui psychosocial parmi les réfugiés syriens et à organiser des équipes mobiles. Bright Future a été partenaire de Triangle Génération Humanitaire avec un financement de la Fondation de France aujourd'hui terminé.
- **Working Women Union** est une ONG jordanienne qui travaille avec les réfugiés syriens et irakiens en leur offrant des activités de renforcement de compétences de vie, et en travaillant surtout avec les enfants et leurs mères au niveau de l'appui psychosocial, de l'éducation informelle et de la sensibilisation à la protection.
- **Jordanian Women Union** est une ONG jordanienne indépendante du gouvernement qui travaille surtout avec les femmes, en leur offrant des formations professionnelles, en accueillant celles qui ont subi des violences dans un centre d'accueil et via un numéro hotline, pour les soutenir et les guider. JWU a également des activités d'éducation informelle pour les enfants dans des espaces mixtes.

> **Acteurs internationaux et groupes de coordination / clusters pertinents** : depuis peu, et pour pallier le manque de soins apportés aux personnes atteintes de troubles mentaux, un groupe de travail, réunissant des organisations locales et internationales, a été formé pour améliorer la coordination et déployer des moyens adéquats pour les personnes atteintes de troubles mentaux. Comme au Liban, l'UNHCR et l'UNICEF sont les principaux organismes de coordination. Les principales organisations internationales engagées dans des actions d'appui psychosocial sont CARE, IRC, Mercy Corps, UN Women, Kvinna Till Kvinna et SFCG.

### 5.1.3. Turquie

#### > Focus sur les organisations locales acteurs-clés de l'appui psychosocial

Les ONG locales turques qui s'occupent directement de l'appui psychosocial des réfugiés syriens sont presque inexistantes. A part les initiatives des organisations syriennes, l'appui est surtout apporté par des organisations ou des institutions gouvernementales ayant reçu des mandats gouvernementaux et des financements internationaux pour intégrer, dans leurs programmes préexistants, la population jugée vulnérable, comme par exemple les Syriens. De ce fait, la prise en charge en santé mentale et l'appui psychosocial aux Syriens se fait dans des centres communautaires turcs où les programmes publics de MHPSS (*Mental Health and Psychosocial Support*) leur permettent de se réunir en communauté, de recevoir des soins gratuitement et de participer à des activités récréatives et intégratives.

En Turquie, il est très simple de créer des organisations syriennes qui sont tout à fait acceptées sur le territoire. Ce tissu d'ONG permet le développement d'initiatives diversifiées pour la prise en charge des Syriens présents dans les villes turques et pour renforcer leur appui psychosocial. Ces petites à moyennes organisations syriennes proposent des activités de soutien psychologique à travers des activités récréatives à thème psychologique, des activités de renforcement de compétences et génératrices de revenus, des services de soins médico-psychologiques. Elles proposent de plus des services de soins spécialisés pour les enfants et les femmes ayant souffert de violences, ainsi que pour les familles démunies et les personnes âgées.

#### > Parmi les organisations considérées comme acteurs clés de l'appui psychosocial :

- **UOSSM** est la principale organisation syrienne qui travaille en Turquie, en Syrie et au Liban dans le champ de la santé mentale et de l'appui psychosocial. UOSSM dispose de plusieurs centres d'accueil dans le pays, offre gratuitement des services aux réfugiés syriens et propose des formations aux petites organisations syriennes sur l'appui psychosocial et la protection.
- **Maram Foundation** mène des activités dans les camps à l'intérieur de la Syrie et en Turquie. Elle développe plusieurs projets dans les écoles des villes turques proches de la frontière, en partenariat avec UOSSM, pour la prise en charge en santé mentale et l'appui psychosocial de la communauté syrienne défavorisée. Cette organisation gère également un orphelinat.
- **Bassma w Zeituna** a débuté ses activités au Liban, puis en Turquie, à partir de novembre 2014. Cette petite organisation syrienne offre des activités d'appui psychosocial dans deux centres localisés dans deux villes importantes. Elle travaille sur un projet pour les jeunes en lien avec l'éducation à la paix et avec les femmes sur les renforcements de compétences génératrices de revenus.

> **Acteurs internationaux groupes de coordination/clusters pertinents** : l'UNHCR est en charge de la coordination des actions à l'intérieur de la Turquie, dans les camps et en dehors des camps. OCHA est en charge de la coordination des actions en Syrie. Les principales organisations internationales engagées dans les actions d'appui psychosocial sont IMC, UNICEF, Relief International et DRC.

---

## 5.2. Identification non exhaustive des bailleurs et mécanismes de financement de l'appui psychosocial en faveur des personnes réfugiées au Liban, en Jordanie et en Turquie

---

### 5.2.1. Liban

#### > Principaux bailleurs en matière d'appui psychosocial

L'Union européenne est l'un des principaux bailleurs de fonds en la matière. Des organisations intergouvernementales comme l'UNICEF et l'UNHCR contribuent également au financement du secteur avec de fortes participations d'ONG internationales comme Save the Children, IMC et IRC.

#### > Mécanismes de financement de l'appui psychosocial

L'Union européenne, avec un budget global de 292 millions sur le Liban, finance des services de base comme l'éducation, la protection des femmes et des enfants, ainsi que la santé publique, avec les ministères respectifs. 62 % du budget sont attribués aux Nations Unies pour des programmes visant, non seulement le renforcement des capacités institutionnelles, mais également la résilience individuelle.

L'un de leurs projets phare est développé en partenariat avec le British Council et concerne un soutien psycholinguistique dans les écoles, avec le soutien du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur libanais.

Pour pallier le manque de suivi des enfants présentant des besoins spéciaux, l'UE travaille également avec l'UNHCR, le MoSA et l'UNICEF, sur l'identification de ces enfants et leur suivi personnalisé, avec des assistants sociaux capables de garantir des services de qualité.

L'UE et l'UNICEF travaillent par ailleurs au renforcement de la capacité du MoSA dans la définition d'une stratégie nationale pour la protection des femmes et des enfants.

Dans l'ensemble, l'UE finance, de manière prioritaire, la professionnalisation du personnel de santé, pour améliorer sa réponse aux besoins spécifiques des bénéficiaires et la qualité de prise en charge et de soins offerts.

La majorité des financements passe par les grandes ONG et les UN, qui redistribuent les fonds sur certains projets exécutés en partie par des ONG locales, au travers de partenariats. Certains fonds gouvernementaux ou intergouvernementaux passent par le MoSA qui distribue les fonds à des ONG partenaires.

### 5.2.2. Jordanie

#### > Bailleurs en matière d'appui psychosocial

Là encore, l'Union européenne, l'UNHCR, l'UNICEF, ainsi que d'autres instances des Nations Unies (PNUD, etc.) sont les principaux bailleurs.

#### > Mécanismes de financement de l'appui psychosocial

Le financement de l'appui psychosocial se fait principalement via l'organisation-clé en la matière, la *Nour El Hussein Foundation*, qui centralise et distribue les fonds aux organisations partenaires exécutant les projets et les activités psychosociales sur le terrain.

Le Ministère de l'Éducation et le Ministère de la Santé jordaniens semblent également bénéficier de fonds gouvernementaux dédiés dans ce domaine.

### 5.2.3. Turquie

#### > Bailleurs en matière d'appui psychosocial

Les bailleurs sont surtout les diverses agences des Nations Unies, ainsi que les ONG internationales ayant un mandat gouvernemental pour opérer en Turquie. Cependant, l'Union européenne, au travers de l'accord de financement avec la Turquie, financera à hauteur de 3 milliards d'euros le plan d'action destiné à endiguer le flux des migrants vers l'UE pour la période 2016-2017. Ce fonds, géré par le gouvernement turc, devra bénéficier directement aux réfugiés syriens en Turquie et aura pour vocation d'améliorer leurs conditions de vie, en favorisant leur accès à la santé, à l'éducation et au marché du travail. L'objectif est bien de créer l'ouverture des perspectives positives permettant aux réfugiés de rester en Turquie.

#### > Mécanismes de financement de l'appui psychosocial

Pour les organisations internationales, le gouvernement turc gère en grande partie la distribution des fonds d'aide aux Syriens, et cela, au travers de l'AFAD.

Pour les organisations syriennes, le mécanisme de financement est indépendant et tant que les associations sont enregistrées et paient leurs impôts, le gouvernement turc ne se mêle pas de la gestion financière et des fonds reçus.

---

## 5.3. Présentation d'approches innovantes et de projets de qualité dans le domaine de l'appui psychosocial. Sélection de bonnes pratiques

---

### 5.3.1. Liban

> **Scolarisation et appui psychosocial à des enfants de minorités syriennes marginalisées** : Najda Now arrive à toucher des enfants syriens se trouvant dans des camps en leur offrant un programme scolaire ordinaire adapté à leur niveau, ainsi qu'un programme spécialisé adapté aux besoins des enfants ayant des troubles de l'apprentissage et des troubles envahissants du développement. De plus, le personnel de Najda Now est constitué d'un groupe de jeunes dévoués à leur profession, avec une ouverture d'esprit et une acceptation de l'autre favorisant la cohésion sociale, se traduisant par la présence d'enseignants syriens et libanais, de jeunes femmes et hommes de plusieurs confessions et issus de plusieurs régions.

Najda Now scolarise 360 enfants syriens bédouins qui représentent une minorité marginalisée de Syrie dans la Bekaa. Avec une équipe de professeurs libanais et syriens dynamique, ces enfants bénéficient d'un cadre scolaire de qualité dans lequel leurs besoins spécifiques sont pris en charge. Dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila, Najda Now scolarise aussi des enfants qui n'ont pas ou ont difficilement accès à l'école publique en dehors des camps. Dans les deux zones, Najda Now met l'accent sur l'information et l'échange avec les parents. Ils s'assurent que ces derniers, malgré leurs préoccupations liées à leur statut de réfugiés, s'investissent pleinement dans l'éducation de leurs enfants.

> **Suivi et accompagnement holistique d'enfants et de jeunes subissant des abus physiques et sexuels** : Himaya dispose de plusieurs centres au Liban, ouverts aux libanais et aux syriens, pour le suivi clinique individuel et familial, social et légal, des enfants subissant des abus. Elle dispose également d'un centre de placement des adolescents ayant été abusés par un membre de la famille et assure ainsi leur suivi psychosocial et légal et leur scolarisation. L'organisation accompagne les jeunes dans leur projet de vie et mène des campagnes de sensibilisation sur la protection de l'enfance, ainsi que des formations des différents acteurs du secteur humanitaire et éducatif sur ces mêmes thématiques. Himaya s'occupe particulièrement des enfants et des jeunes subissant des abus physiques et sexuels et est en coordination étroite avec les instances gouvernementales d'aide sociale d'assistance à l'enfance.

> **Appui psychosocial de qualité aux enfants en grande difficulté** : le centre Adnan au Liban, géré par UOSSM, cible les enfants en grande difficulté et offre un espace sécurisé. Les mères et leurs enfants y ont accès à un appui psychosocial de qualité, grâce à une équipe de professionnels qui apporte une approche multisectorielle basée sur différentes formes de thérapie (art, drama-therapy, etc.).

UOSSM est bien connu de la fondation de France pour avoir été financé en 2015 et 2016, pour apporter un soutien psychologique (traitement psychiatrique, soutien psychologique, sensibilisation) aux enfants réfugiés syriens, dans un centre spécialisé et gratuit à Tripoli, qui peut accueillir environ 50 patients par jour.

> **Centre d'accueil pour hommes violents et appui psychosocial personnalisé aux femmes victimes de violence** : Abaad a créé, il y a quelques années, le premier centre d'accueil pour les hommes violents et leur fournit un soutien psychologique individualisé pour gérer leurs excès de violence. Abaad travaille en étroite collaboration avec le Ministère des Affaires sociales et les centres de développement sociaux, pour fournir un suivi psychologique et des abris sécurisés aux femmes victimes de violence.

> **Des groupes de bénévoles syriens et libanais pour mener ensemble des activités d'appui psychosocial à destination des publics les plus vulnérables** : I Leaf Art est un projet qui peut toucher autant les enfants et les jeunes, que les personnes âgées, libanais et syriens. En effet, du fait de sa créativité et de l'attention particulière portée aux activités artistiques, des groupes de bénévoles syriens et libanais peuvent être formés pour mener ensemble des activités à destination de groupes plus vulnérables. Du fait de la présence de psychologues et de thérapeutes, des activités thérapeutiques et d'appui psychosocial peuvent se faire à travers le processus créatif et artistique pour tout groupe ayant besoin de soutien.

> **Travailler avec les jeunes libanais et syriens en alliant appui psychosocial, approche basée sur l'art et cohésion sociale et briser le cercle de la radicalisation en démontrant que les jeunes peuvent être des leaders « positifs » et des acteurs de changement non violent** : SFCG est l'une des seules organisations à travailler avec les jeunes libanais et syriens, en alliant appui psychosocial, approche basée sur l'art et cohésion sociale. SFCG vient de terminer un projet de deux ans financé par l'UE au cours duquel 360 jeunes syriens, libanais et palestiniens ont travaillé en synergie dans des camps d'été et au cours d'ateliers mensuels. Ils ont ainsi créé collectivement une pièce de théâtre, une bande dessinée, des chansons et des vidéos, qu'ils ont ensuite présentées à leurs communautés, lors de tournées régionales. Ce programme vise aussi à briser le cercle de la radicalisation en démontrant que les jeunes peuvent être des leaders « positifs » et des acteurs de changement non violent.

> **Cliniques mobiles d'appui psychosocial** : IRC est l'une des seules organisations à mettre en œuvre des cliniques mobiles pour surmonter les défis d'accès. Depuis un an, leur programme ne se limite pas aux campagnes d'information ou de conscientisation, mais fournit un vrai programme d'appui psychosocial de proximité.

> **Appui psychosocial, besoins spécifiques et éducation** : en matière d'éducation, le Liban est reconnu dans la région comme un modèle à suivre. En un an, ce sont plus de 100 000 enfants qui ont été enregistrés dans des classes supplémentaires, portant à 200 000 le nombre d'enfants syriens maintenant scolarisés. L'éducation formelle est renforcée par une éducation informelle, qui offre des activités récréatives et extrascolaires dont l'objectif est de favoriser le développement de l'enfant et d'atténuer les séquelles des traumatismes liés à la guerre et aux déplacements.

### 5.3.2. Jordanie

> **Approche « Grands frères » entre population d'accueil et réfugiés syriens pour promouvoir la cohésion sociale, tout en privilégiant le bien-être psychologique des bénéficiaires** : ARDD-Legal Aid met en œuvre des projets artistiques et sportifs avec une approche créative et multidisciplinaire adaptée à chaque contexte. Son travail est très intéressant dans certaines de ses activités touchant les jeunes, puisqu'il agit autant sur la population d'accueil que sur la population syrienne, en renforçant la cohésion sociale, en créant des activités à objectifs et buts communs avec des approches « *Peer-to-peer support* » et « *Grands frères* ».

> **Permettre aux femmes de travailler à l'extérieur, tout en respectant la culture conservatrice des réfugiés** : engagée depuis le début de la crise en Jordanie, UNWOMEN, l'agence des Nations Unies pour les femmes, met l'accent sur l'importance de relier appui psychosocial et moyens de subsistance pour les femmes.

A travers la recherche et le plaidoyer avec le gouvernement jordanien, l'équipe travaille à la fois sur l'aspect légal du travail des femmes réfugiées (légalisation du statut de réfugié et permis de travail) et sur des projets opérationnels. Les approches classiques tendent à promouvoir des activités génératrices de revenus que les femmes peuvent réaliser depuis la maison pour ne pas être confrontées au choc culturel. Or, selon UNWOMEN, 76 % des femmes récemment interrogées souhaitent travailler en dehors de la maison. L'organisation travaille donc à renforcer et à développer de nouveaux projets déjà mis en place, comme les ateliers de couture d'uniformes scolaires, la préparation des boîtes de natalité, etc. En partenariat avec le gouvernement jordanien, ils s'assurent que les conditions favorables (proximité du lieu de travail, garderie pour les enfants etc.) sont réunies pour permettre aux femmes de travailler à l'extérieur. Un des partenaires locaux clés de UNWOMEN est Jordanian Women Union.

> **Former des professeurs pour détecter et gérer les symptômes liés au stress de la guerre et du déplacement, qui ont un impact dévastateur sur le processus d'apprentissage des enfants** NRC a piloté un projet (*Better learning programme-Programme de meilleur apprentissage*) dans la bande de Gaza, qui va également être mis en œuvre en Jordanie. Le programme forme des professeurs à la détection et à la gestion des symptômes liés au stress de la guerre et du déplacement, qui ont un impact dévastateur sur le processus d'apprentissage des enfants. En alliant un suivi psychosocial avec les enfants et des professionnels formés dans le système éducatif, ce programme s'assure que les enfants bénéficient pleinement des acquis scolaires, malgré les traumatismes liés à leur statut de réfugiés.

### 5.3.3. Turquie

> **Education à la paix et appui personnalisé avec les jeunes syriens** : Bassma w zeintuna mène des actions d'éducation à la paix avec les jeunes syriens, favorisant leur bien-être et leur intégration dans la communauté, en prenant en compte leurs motivations, leurs difficultés, leurs objectifs et le renforcement de leur sens civique.

> **Un magazine pour enfants et adolescents à visée éducative et d'appui psychosocial** : Khoutouat Saghira a développé un média destiné à la jeunesse, indépendant des groupes religieux et politiques, qui cible les enfants et les adolescents en développant des sujets en lien avec la psychologie développementale, les leçons de vie, les activités ludiques et éducatives, la citoyenneté et l'ouverture à la culture du pays, mais également du monde, à travers les sciences et les langues. Ce type de magazine n'existait pas auparavant.

> **Action innovante en matière de prise en charge et de protection des enfants des rues et/ou orphelins** : Bayti (Maram Foundation) dispose d'un centre d'accueil pour enfants (*safe space*) « Bayti », où logent 40 à 60 enfants de 5 à 17 ans, qui sont pris en charge dans leur scolarisation et bénéficient des services du centre quotidiennement :

- Formation du personnel sur la question du traumatisme et de l'appui psychosocial.
- Appui scolaire et activités récréatives quotidiennes dans le centre.
- Projets recevant des volontaires qui proposent des activités diverses (photos, théâtre, art, etc.).

## Eléments de réflexion et recommandations pour le futur programme

---

### 6.1. Zones géographiques

---

Les zones ont été analysées au regard de leurs spécificités, des manques à combler et des opportunités, afin de permettre de maximiser l'impact des financements accordés par la Fondation de France. Elles ont toutes des atouts et des contraintes qui devront être intégrés dans les futurs choix concernant le programme de financement.

#### 6.1.1. Liban

La situation socio-économique de la population réfugiée et ses perspectives d'évolution, ainsi que le « poids » des réfugiés sur la population libanaise (25,4 %), renforcent la fragilité de la zone. De ce fait, le Liban et plus spécifiquement le nord du pays et la Beeka, est la zone la plus propice pour soutenir des actions. Il faut également prendre en compte la diversité et le dynamisme des acteurs locaux, les mécanismes de financement, la qualité des actions en cours et l'expertise locale du fait de l'expérience des conflits passés. Cependant, les risques concernant la stabilité sont réels.

#### 6.1.2. Kurdistan irakien

La situation géopolitique est mouvante, avec un probable référendum pour une indépendance de la zone avant fin 2016. Les enjeux migratoires et d'exils sont donc forts. Par ailleurs, le territoire accueille de nombreuses minorités persécutées. Bien que l'étude manque d'éléments exhaustifs corroborant les informations collectées, il semble important de poursuivre l'appui aux structures dans cette zone.

#### 6.1.3. Jordanie

Le contexte jordanien limite l'émergence d'acteurs locaux indépendants, mais des initiatives intéressantes voient le jour. La mise en valeur d'approches plus qualitatives pourrait influencer des pratiques relativement standards et peu intégrantes, dans un pays où les institutions sont pourtant bien structurées.

#### 6.1.4. Turquie

La Turquie bénéficie d'un important réseau d'ONG syriennes, très actives et de qualité. Bien que d'importants fonds européens soient affectés à l'aide des réfugiés syriens en Turquie (3 milliards d'euros sur 2 ans), il n'est pas certain que les ONG syriennes puissent en bénéficier. Les fonds d'Echo vont, semble-t-il, transiter par le gouvernement. Par ailleurs, ce pays compte aujourd'hui le nombre le plus important de réfugiés. Ces derniers sont majoritairement issus de zones ayant été durement touchées par les combats.

Cependant, la capacité d'absorption du pays (avec 3,4 % de réfugiés), l'actuel droit partiel au travail, la perspective de la mise en œuvre de l'accord UE-Turquie, devant améliorer les conditions de vie et induire une possible réduction du « flux » de migrants, sont des éléments qu'il faut prendre en compte. Il existe de fait un enjeu politique lié à l'Europe devant également être pris en compte.

---

### 6.2. Sous-thématiques

---

Compte-tenu des besoins identifiés, des actions menées dans le domaine de l'appui psychosocial, de la capacité des acteurs en présence et des financements disponibles, l'étude recommande de se concentrer sur la détresse psychologique légère et les troubles de santé mentale légers et modérés (étages 2 et 3 de la pyramide de l'action psychosociale et de santé mentale présentée dans le chapitre 1.1.).

- 1- **Un focus sur les détresses psychologiques légères**, en renforçant les dispositifs de soutien communautaires et familiaux, notamment en mobilisant les liens intergénérationnels entre adolescents et personnes âgées et les initiatives de solidarité locale, qui impliquent des Syriens et des volontaires des communautés locales est recommandé.

Le tissu familial et social des réfugiés syriens dramatiquement mis à mal et les tensions avec les communautés hôtes, liés à la compétition pour les ressources, sont deux facteurs qui limitent considérablement l'acceptation des réfugiés et contribuent négativement à leur équilibre psychologique. Il nous semble judicieux d'orienter la stratégie de la Fondation de France vers un soutien psychosocial visant le renforcement de l'acceptation des personnes et de la cohésion sociale des communautés, dans le but de contribuer à la capacité de résilience des populations vulnérables.

- 2- **Un focus sur les troubles de santé mentale légers à modérés**, en renforçant les dispositifs de soutien ciblés non spécialisés est recommandé.

Cette sous-thématique complète la première et mobilise des personnels qualifiés dans l'appui psychosocial en intervention directe avec les bénéficiaires. Les interventions liées avec le système éducatif, ainsi que des cliniques mobiles pourraient être privilégiées, car elles semblent adaptées pour identifier et suivre les réfugiés souffrant de troubles légers à modérés, avec du personnel compétent. Les personnes identifiées pendant ce processus qui présenteraient des troubles psychologiques graves seraient suivies et référées aux structures locales existantes.

### 6.3. Approches

L'étude recommande des approches centrées sur la personne et ses projets, qui permettent de toucher un nombre moins important de bénéficiaires, mais de façon plus qualitative, sur du plus long terme et avec un impact plus fort sur la résilience des personnes concernées. Il est important pour les initiatives à venir de ne plus considérer les réfugiés comme des « victimes » ou des « bénéficiaires », mais de les remettre au centre de la réponse en tant qu'êtres humains avec un pouvoir de décision.

- 1- **Reconstruire les vies et renforcer la résilience** : dans un contexte de crise qui perdure et une dépendance toujours plus accrue à l'aide humanitaire, il est impératif d'inscrire le soutien psychosocial dans des initiatives plus larges qui redonnent une perspective et l'espoir aux populations. Les approches devraient donc être intégrées le plus possible dans d'autres domaines. Elles pourraient contribuer à soutenir une génération de jeunes adultes qui jouera un rôle majeur dans l'inéluctable reconstruction de la Syrie. Les activités financées devraient être intégrées ou en lien fort avec des activités d'insertion sociale et économique, génératrices de revenu, l'accès aux services de l'état. Elles ne seront pas nécessairement réservées aux populations réfugiées et devront intégrer le plus possible les communautés hôtes vulnérables.
- 2- **Un soutien prioritaire aux ONG syriennes** : les réfugiés syriens apportent avec eux un capital social et humain considérable qui, compte-tenu de l'urgence de la crise, a trop souvent été négligé. Un certain nombre d'ONG établies par des réfugiés syriens mettent en œuvre, avec une grande efficacité, des initiatives innovantes et adaptées au contexte socioculturel des publics cibles. Le soutien de la Fondation de France pourrait porter, autant sur les activités directes auprès des populations ciblées, que sur le renforcement des capacités, des compétences et des savoir-faire de ces ONG syriennes, qui seront utiles, non seulement à leurs bénéficiaires, mais également dans une perspective à plus long terme, à la reconstruction de la Syrie. Ces organisations seront demain les plus à même de garantir une continuité de service à long terme et une adaptation rapide aux évolutions des contextes. Il appartiendra à la future stratégie de financement de clarifier les critères de sélection de ces partenaires (voir chapitre 6.6.3.).
- 3- **Le renforcement de la qualité et l'augmentation des impacts** : un dispositif de cycle de formations et d'accompagnement régional pourrait permettre aux acteurs locaux de renforcer leur professionnalisation, la qualité et les impacts de leurs actions. Ces formations et cet accompagnement pourraient s'appuyer sur des partenaires locaux (comme Himaya), dispensant déjà des formations et porter sur les pratiques de prise en charge psychosociale, des éléments de méthodologie de projets, de gestion de financements ou des appuis à la maîtrise du développement des organisations.

- 4- La pérennité des soutiens :** il serait important de garantir aux partenaires de la Fondation de France un soutien inscrit dans la durée, sur un engagement pluriannuel. Ce dispositif est nécessaire pour réduire la « précarité financière » des organisations syriennes, leur donnant ainsi des bases pour construire des stratégies cohérentes à long terme, que ce soit pour leurs activités opérationnelles comme pour leur développement structurel. Il serait envisageable qu'après une période de test, les partenaires puissent « compter » sur ce soutien dans la mesure où ils remplissent certaines « obligations » (reporting, audits, évaluations, etc.).
- 5- La coordination, le partage et la dissémination des bonnes pratiques :** afin d'augmenter l'impact et l'influence des actions financées, il semble opportun d'inciter les partenaires à participer aux coordinations internationales existantes et/ou à développer leur propre dispositif. Par ailleurs, le partage et la dissémination de bonnes pratiques, au travers de participation à des forums, des séminaires, des publications, pourraient également être incités. L'utilisation des médias devrait être plus souvent envisagée.

---

## 6.4. Publics cibles

---

Les activités psychosociales sont traditionnellement orientées vers les femmes et les enfants, identifiés comme les publics les plus vulnérables. Les consultations dans les zones de l'étude confirment que de nombreux programmes et projets, bien que de qualité inégale, arrivent à atteindre largement ces populations. En revanche, il existe de réelles carences vis-à-vis de publics plus difficilement accessibles, vers lesquels nous proposons d'orienter la stratégie de la Fondation de France.

> **Les jeunes (12-21 ans) :** peu de projets sont développés pour aider les adolescents et les jeunes adultes, qui expérimentent les mêmes traumatismes, dans une période charnière de leur vie. Le terme « *Lost generation* » est communément admis. Cette population est difficile à atteindre et la construction d'une confiance avec une organisation n'est pas aisée.

A l'heure où les Nations Unies viennent de passer une résolution historique (2250) qui reconnaît « *Qu'il est impératif d'investir sur les jeunes pour qu'ils puissent réaliser leurs pleins potentiels et contribuer ainsi à la réalisation de la paix et de la sécurité* », leur bien-être psychologique est un prérequis pour qu'ils participent pleinement à une société inclusive, première barrière contre la radicalisation. L'étude recommande de soutenir des ONG qui mettent en œuvre des programmes avec une vision à long terme, qui redonne l'espoir à ces jeunes qui ont du mal à imaginer leur avenir, et qui représentent des proies faciles pour les groupes armés qui prolifèrent dans la région. Leur chance de scolarisation ou d'entrée à l'université étant minime, il est primordial de leur offrir des activités d'appui psychosocial de qualité, qui leur permettront de reprendre espoir dans leur futur, tout en leur fournissant les outils nécessaires pour bâtir leur estime de soi et gérer l'incertitude émotionnelle liée à l'adolescence et au passage difficile à l'âge adulte.

> **Les personnes âgées :** cette population est la grande oubliée de l'aide internationale. Pratiquement, aucun projet, ni aucune stratégie n'intègrent les personnes âgées comme public cible. L'avenir des familles et des communautés ne peut faire abstraction, dans un processus cohérent de reconstruction, de leurs histoires et de leurs origines dont les anciens sont dépositaires. L'attention portée sur la reconstruction des liens transgénérationnels doit bénéficier à toutes les catégories de bénéficiaires.

> **Les minorités marginalisées/ostracisées :** ces populations localisées dans tous les territoires de l'étude sont peu soutenues. Quelques acteurs développent des projets spécifiques qu'il est important de soutenir.

---

## 6.5. Acteurs à soutenir et justifications

---

Afin d'être en phase avec le type de public ciblé retenu (jeunes, personnes âgées et minorités), il serait recommandé d'identifier les acteurs porteurs de projets ou de volets de projet leur étant destinés, avec une approche intégrée ou multisectorielle.

### 6.5.1. Liban

- **Najda Now**, pour son programme à destination des adolescents de la communauté, en éventuel partenariat avec Himaya, sur la thématique de la protection et pour la qualité de ses équipes syrienne et libanaise, composées de jeunes femmes et hommes de plusieurs confessions et issus de plusieurs régions. Najda Now doit être également soutenue pour renforcer les compétences de son personnel. Malgré le peu de moyens, l'organisation démarre actuellement un programme avec les jeunes et les adolescents de la communauté. Parallèlement, elle organise des spectacles de marionnettes dans les camps informels du pays.
- **Himaya** : pour son travail avec les jeunes jusqu'à 18 ans, notamment avec un centre d'accueil pour les jeunes en difficulté (ayant subi des abus physiques et sexuels), ouvert aux Syriens et aux Libanais, également pour son soutien individuel psychosocial et l'accompagnement des jeunes dans leurs projets de vie. Himaya peut être également soutenue pour les formations qu'elle dispense aux différents acteurs du secteur humanitaire et éducatif sur ces mêmes thématiques. Cette organisation libanaise est composée d'une équipe de professionnelles motivées, qui travaillent sur les droits de l'enfant, en contact étroit avec les instances gouvernementales d'aide sociale d'assistance à l'enfance.
- **I Leaf Art** : pour ses activités d'intégration des jeunes libanais et syriens dans la communauté, ainsi que pour celles dans les foyers pour personnes âgées, tout en travaillant, en arrière-plan, dans le champ de l'appui psychosocial, au vu de l'expertise des personnels dans les domaines de la thérapie et de l'art. I Leaf Art a la capacité de travailler sur les liens intergénérationnels. I Leaf Art est une petite association qui peut se développer si elle obtient des ressources plus importantes que celles dont elle dispose actuellement, la majorité des cadres et personnels ayant un statut de bénévole.
- **UOSSM** : déjà partenaire de la Fondation de France pour leur centre Adnan, qui offre un espace sécurisé où les mères et leurs enfants ont accès à un appui psychosocial de qualité, grâce à une équipe de professionnels qui apporte une approche multisectorielle basée sur différentes formes de thérapie (art, drama-therapy, etc.).
- **ABAAD** : pour son travail sur le soutien psychosocial aux femmes victimes de violence et sa capacité à porter des actions de plaidoyer.

### 6.5.2. Jordanie

- **ARDD-Legal Aid** : pour son approche créative et multidisciplinaire adaptée à chaque contexte pour mettre en place des projets artistiques et sportifs, pour promouvoir la cohésion sociale tout en privilégiant le bien-être psychologique de ses bénéficiaires. C'est une organisation indépendante fondée en 2008, qui travaille également sur l'accès aux droits.
- **Bright Future** : pour sa capacité à mobiliser des professionnels de l'appui psychosocial parmi les réfugiés syriens ; son réseau parmi les réfugiés ; sa capacité à identifier les enfants traumatisés et à organiser des équipes mobiles. Un financement de la Fondation de France pourrait capitaliser sur les leçons apprises du précédent financement via Triangle Génération Humanitaire et venir en complément, de façon pluriannuelle, au soutien apporté par Médecins du Monde.

### 6.5.3. Turquie

- **Bassma w Zeituna** : pour sa position de référence dans la région en matière de bonnes pratiques et d'éthique professionnelle dans le champ de l'appui psychosocial aux réfugiés syriens. Ses activités auprès des adolescents à Gaziantep et à Urfa sont particulièrement pertinentes. Bassma w zeituna envisage également de développer des activités pour les personnes âgées (qu'elles soient turques ou syriennes).

De plus, son partenariat technique sur l'appui médico-psychosocial avec cinq autres organisations, syriennes, nationales et internationales (UOSSM, Kish Malek, Women Now, Kirkayak, Handicap International) est particulièrement intéressant.

- **Khoutouat saghira** : parce que c'est la seule initiative syrienne qui touche les champs des medias, de l'appui psychosocial, de l'éducation informelle et de la citoyenneté, et qui peut être déployée sur plusieurs zones. Ses activités de production d'un média indépendant des groupes politiques et religieux, réalisé par des jeunes pour des jeunes, est particulièrement pertinent. L'équipe qui travaille avec Khoutouat Saghira est composée de volontaires qui veulent changer les perspectives des jeunes syriens, en leur offrant un moyen d'évasion psycho-éducative et qui essaient le plus possible de suivre des formations dans le champ de l'appui psychosocial (avec War Child Holland et Expertise France).
- **UOSSM** : pour ses formations gratuites aux petites organisations syriennes sur l'appui psychosocial et la protection.

#### 6.5.4. Kurdistan irakien

La consultance ne s'est pas rendue au Kurdistan irakien. Cependant, en entretien a été réalisé avec Triangle Génération Humanitaire, qui œuvre de manière pertinente sur le terrain, avec plusieurs partenaires dont JORD (*Jody Organisation for Relief and Development*), par le biais d'équipes mobiles. Triangle Génération Humanitaire a créé le *Darato Learning Centre* (DLC) qui constitue un des piliers de son intervention.

La consultance n'a pas été en mesure d'interviewer Shennong & Avicenne, organisation soutenue par la Fondation de France. L'approche par clinique mobile déployée par Shennong & Avicenne au Kurdistan irakien, ainsi que sa prise en compte des minorités, notamment yésidies, est certainement intéressante. Mais l'étude n'est pas en mesure de formuler des recommandations compte-tenu du manque d'informations de première main ou recoupées.

---

## 6.6. Positionnements

---

### 6.6.1. Le soutien à des actions dans et/ou en dehors des camps

La part de réfugiés dans les camps est d'environ 10 % sur l'ensemble des pays concernés. Bien que la situation dans les camps semble meilleure (en Jordanie) et que les activités sur ces zones soient souvent gérées par les autorités (en Turquie), ce déterminant ne semble pas devoir être pris en compte car beaucoup d'organisations travaillent indifféremment dans les camps et en dehors des camps.

Si un choix devait être fait, les actions en dehors des camps devraient être privilégiées.

### 6.6.2. Le lien entre psychosocial et autres domaines d'action

L'approche intégrée multidisciplinaire doit nécessairement créer des liens forts avec des domaines structurant des perspectives pour les populations réfugiées. Ainsi, il devrait être privilégié le soutien à des actions comprenant des partenariats permettant d'orienter et d'accompagner efficacement les populations dans des parcours de reconstruction/intégration sociale et professionnelle.

Il peut être recommandé que les projets soutenus par la Fondation de France comprennent des liens structurés avec d'autres actions telles que :

- Le développement d'activités génératrices de revenus.
- L'orientation et la formation professionnelle.
- La recherche d'emploi et le placement.
- L'éducation formelle et informelle.
- L'aide pour l'accès à l'université.
- Le renforcement des liens transgénérationnels.
- L'information et l'accès aux droits.
- Le développement des compétences des acteurs de ces domaines d'action sur le travail d'écoute et d'accompagnement des populations en souffrance psychologique.

### 6.6.3. Critères de sélection des futurs partenaires dans la mise en œuvre de projets d'appui psychosocial

#### i) Risques identifiés

L'un des principaux risques identifiés réside dans la faible capacité de gestion administrative et financière des partenaires locaux. En effet, ces structures, relativement jeunes, et malgré de fortes motivations, n'ont souvent pas toutes les compétences et les expériences dans ce domaine. Plus largement, les capacités de gestion de la croissance et de maîtrise du développement des structures locales comportent des risques les exposant à des crises internes.

Les rémunérations du personnel pratiquées par ces organisations étant très faibles, l'érosion des motivations sur le long terme et le départ des meilleurs éléments vers des postes mieux rémunérés, au sein des organisations internationales, constituent un risque non négligeable.

Le faible niveau de compétences du personnel dans le champ psychosocial et l'absence de formations professionnelles peut limiter les évolutions qualitatives des organisations.

Le risque d'érosion de la neutralité des organisations et des actions et de récupération politique et/ou religieuse peut émerger dans certain cas.

Enfin, le manque de synergie et de coordination existant actuellement entre les acteurs internationaux et les acteurs locaux peut isoler ces derniers, perdant ainsi les bénéfices des liens, partenariats, partages nécessaires dans ce secteur.

#### ii) Proposition de critères de sélection et de moyens de vérification de la conformité avec ces critères

Une série de critères aisément vérifiables peut être proposée, mais la poursuite de la réflexion, lors de la définition du programme spécifique de la Fondation de France, devra les réviser.

Critères liés à la nature de l'organisation :

- Localisation du siège.
- Nationalité.
- Ancienneté/Date de création.
- Budgets années N et N-1.
- Nombre de personnel.

Critères liés aux compétences avérées :

- Activités en cours et passées dans le champ psychosocial.
- Compétences du personnel encadrant (CV).
- Dynamique d'amélioration des compétences du personnel (formations, accompagnement, etc.).
- Capacité administrative de gestion (audit/évaluation).

Critères liés aux activités développées :

- Populations cibles (type et nombre).
- Approches développées (transversalité, multidisciplinarité, référencement, suivi, etc.).
- Participation aux coordinations.
- Dispositif d'évaluation ou de suivi de la qualité.
- Durée des projets.

#### 6.6.4. Gestion du fond par des organisations locales

Les éléments collectés lors de l'étude montrent qu'aujourd'hui, le niveau de maîtrise budgétaire et le contexte concurrentiel local pourrait complexifier la gestion et la répartition d'un fonds pris en charge par une organisation locale. Par ailleurs, peu d'acteurs locaux seraient à même d'accompagner les porteurs de projet dans la gestion des fonds. En revanche, il semble que certains acteurs locaux soient en mesure de contribuer au renforcement des compétences et à la dissémination de bonnes pratiques en matière psychosocial, même si des outils de disséminations adaptés manquent (guides, modules de formations, *mentoring*, etc.).

#### 6.6.5. Contribution locale à la production de connaissances liées aux actions menées

Des partenaires potentiels pourraient participer au dialogue avec les autorités, les acteurs humanitaires et de développement, au niveau de leurs pays, voire à un niveau régional, concernant les bonnes pratiques en matière d'appui psychosocial aux réfugiés, qui seraient documentées avec les partenaires de la Fondation de France. C'est le cas notamment pour Himaya et Abaad au Liban (qui travaille en étroite collaboration avec le Ministère des Affaires sociales), Basmma w Zeituna en Turquie et pour Jordanian Women Union en Jordanie. A noter la potentielle forte plus-value d'un rapprochement avec Arab NGO Network for Development (ANND<sup>7</sup>) pour porter des actions de plaidoyer. ANND est une ONG libanaise qui agit en réseau avec des organisations de la société civile dans la région, et a pour objectif d'établir un forum arabe sur le développement et pour les droits économiques et sociaux. Cette plate-forme viserait à sensibiliser, à développer l'engagement social, à publier, à utiliser les e-technologies de l'information et à développer la capacité des acteurs du développement à contrôler la mise en œuvre des objectifs de développement durable. ANND a reçu pour début 2016 un financement de United Nations Democracy Fund pour aider à l'émergence de cette plateforme.

---

7. <http://www.annd.org>



# Bibliographie

- > Psychological support in emergencies: critical for Syrian children - War Child.
- > Welfare of Syrian refugees - UNHCR, World Bank.
- > Culture, context and the mental health and psychosocial wellbeing of Syrians - UNHCR.
- > The Danish Refugee Council and cash transfer programming in Lebanon - Emily Jacquard.
- > Assessment of mental health and psychosocial support needs of displaced Syrians in Jordan - World Health Organization and International Medical Corps.
- > Santé mentale et soutien psychosocial dans les situations d'urgence : ce que les acteurs de santé humanitaire doivent savoir - CPI, 2010.
- > Santé mentale & Soutien psychosocial. Directives opérationnelles pour la programmation des opérations auprès des réfugiés - UNHCR.
- > Directives du CPI concernant la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence - IASC, 2007.
- > Mental health psychological and child protection for Syrian adolescent refugees - UNICEF, 2014.
- > Comment 10.000 enfants réfugiés peuvent disparaître des radars - L'Obs, 1/02/2016.
- > Le conseil a trouvé un accord sur le financement du plan d'action « migration » pour la Turquie - Europa Forum, 3/02/2016.  
<http://www.europaforum.public.lu/fr/actualites/2016/02/conseil-migration-turquie/index.html?>
- > Déclaration UE-Turquie du 18 mars 2016 - UE.
- > L'UE et la Turquie signent un nouveau pacte controversé - Le Monde, 19/03/2016.
- > Law on foreigners and international protection - Republic of Turkey, Ministry of Interior, Directorate General of Migration Management, April 2014.
- > Regional Strategic overview/Regional Refugee & resilience Plan 2016 – 2017.
- > Vulnerability assessment of Syrian refugees in Lebanon - UNHCR, WFP, UNICEF, 2015.
- > Interventions psychosociales en contexte d'urgence et post-crise - Handicap International, 2013.





## Etude sur l'appui psychosocial des populations fuyant les conflits en Syrie et réfugiées dans les pays limitrophes

Mai 2016

